



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 15 AOÛT 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 15TH, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à : l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"Charles Industries Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix juillet 1942, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Theodore Herzl Shapiro, avocat, et Anne Goldenblatt, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bijoux, ornements, broches, bibeloterie et articles de fantaisie de toutes sortes;

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bracelets, chaînes de montres, bottiers, sacs de voyage en cuir, porte-monnaie, ceintures, sacs, malles, valises et toutes sortes d'accessoires en cuir;

Faire le commerce d'orfèvres pour l'argenterie, fabricants de montres et d'horloges, de même que marchands de tous matériaux, pièces, outils, machinerie et outillage connexes auxdites occupations, sous le nom de "Charles Industries Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
1—1-52

Letters Patent

"Charles Industries Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1942, incorporating: Joseph Shapiro, Advocate and King's Counsel, Theodore Herzl Shapiro, Advocate, and Anne Goldenblatt, Secretary, fille majeure et usant de ses droits, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, and deal in jewellery, ornaments, brooches, novelties and fancy articles of all kinds;

To import, export, manufacture, buy, sell and deal in bracelets, watch-chains, watch-cases, leather wallets, pocket-books, belts, bags, trunks, valises and all kinds of leather accessories;

To carry on the business of silversmiths, watch-makers, clock-makers as well as dealers in all materials, parts, tools, machinery supplies, and equipment of and incidental to the said occupations, under the name of "Charles Industries Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix juillet 1942.

P. FRENETTE,
1756 Assistant-procureur général intérimaire.

"El Sol Mines Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du 15 juillet 1942, constituant en corporation: George Herman Garfoote, commis, Joseph Clovis Dagenais, avocat, et John Emmerson Hamilton, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, sous le nom de "El Sol Mines Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar (\$1.) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 15 juillet 1942.

P. FRENETTE,
1757 Assistant-procureur général intérimaire.

"Frame Manufacturers' Association"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 17 juillet 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Stoll, Max Rudie, Jacob Goodlin, Emmanuel Shear, Jack Lazoff, Max Schiff et Joseph Kacsala, manufacturiers de châssis, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Unir en une organisation cohésive les manufacturiers et les constructeurs de charpentes en bois, métal, et toutes autres substances employées dans la fabrication d'ameublements de toute nature et description, et toutes choses se rapportant ou étant alliées au susdit commerce exercé dans la province de Québec, établir des pratiques et réglementations commerciales uniformes pour éliminer toutes irrégularités et tous abus dans le commerce; régler les disputes et les différends parmi et entre les membres et autres, et établir et promulguer généralement des lois et règlements appropriés relativement à tout arbitrage, et généralement aider à la réussite du commerce; stabiliser les conditions dans l'industrie et travailler au bien-être des personnes et corporations attachées à ladite industrie; le tout sans gain pécuniaire, sous le nom de "Frame Manufacturers' Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars (\$10,000).

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1942.

P. FRENETTE,
1756-o Acting Deputy Attorney General.

"El Sol Mines Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of July, 1942, incorporating: George Herman Garfoote, Clerk, Joseph Clovis Dagenais, Advocate, and John Emmerson Hamilton, Accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, smelted, refined crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights or any interest therein, under the name of "El Sol Mines Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1942.

P. FRENETTE,
1757-o Acting Deputy Attorney General.

"Frame Manufacturers' Association"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1942, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Stoll, Max Rudie, Jacob Goodlin, Emmanuel Shear, Jack Lazoff, Max Schiff and Joseph Kacsala, frame manufacturers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To unite into a cohesive organization, manufacturers and builders of frame bodies of wood, metal, or any other substance used in the manufacture or furniture of every nature and description, and everything incidental thereto, engaged in business affiliated with or allied thereto in the Province of Quebec; to establish uniform trade practices and regulations to eliminate trade evils and abuses; to adjust disputes and differences amongst and between members and others and to establish and promulgate generally proper rules and regulations for arbitrating the same, and generally to promote the welfare of the trade; stabilize conditions in the industry and promote the welfare of persons and corporations in the said industry; the whole without pecuniary gain, under the name of "Frame Manufacturers' Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000.).

Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 17 juillet 1942.

1758 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Hollinger North Shore Exploration Company Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du 17 juillet 1942, constituant en corporation: Evanne Gignac, sténographe, fille majeure, Charles-Eugène Mercier, comptable, Maurice Mercier, Raymond Mercier et Philippe-André Morin, étudiants, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Hollinger North Shore Exploration Company, Limited (libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000) divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar (\$1.) chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le 17 juillet 1942.

1759 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Jack Victor Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuf juillet 1942, constituant en corporation: Norman Genser, avocat, et Barnet Nusselman, notaire, tous deux de la cité de Montréal, Arthur Levin, avocat, et Rose Nutik, sténographe, tous deux de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce qui consiste à fabriquer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et négocier des uniformes et vêtements de toute sorte et description pour hommes, garçons, femmes et enfants, soit comme marchands de gros, marchands détaillants, agents, manufacturiers ou entrepreneurs, sous le nom de "Jack Victor Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1942.

1758-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Hollinger North Shore Exploration Company Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of July, 1942, incorporating; Evanne Gignac, Stenographer, spinster Charles-Eugène Mercier, Accountant, Maurice Mercier, Raymond Mercier and Philippe-André Morin, Students, all of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Hollinger North Shore Exploration Company, Limited (No Personal Liability)", with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The shareholders of the Company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the Company will be in Montreal, in the District of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1942.

1759-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Jack Victor Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of July, 1942, incorporating: Norman Genser, Advocate, and Barnet Nusselman, Notary, both of the City of Montreal, Arthur Levin, Advocate, and Rose Nutik, Stenographer, both of the City of Westmount, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, exporting, importing and dealing in and with men's and boys' women's and children's uniforms and clothing of every nature and description, either as wholesalers, retailers, agents, manufacturers or contractors, under the name of "Jack Victor Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le neuf juillet 1942.

P. FRENETTE,

1760 Assistant-procureur général intérimaire.

"La Compagnie de Charlevoix Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de juillet 1942, constituant en corporation: Arthur Simard, avocat, et Léon Simard, étudiant, tous deux de la cité de Westmount, district de Montréal, Marius Doye, ingénieur civil, Paul Poirier, notaire, et J.-Omer Désilets, comptable, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme compagnie de contrôle, consentir des prêts ou autrement faire fructifier les biens, valeurs et argents de la compagnie; exercer, comme principal ou agent, pour toute personne ou compagnie tous ou chacun des objets par les présentes autorisés, sous le nom de "La Compagnie de Charlevoix Limitée", avec un capital total de deux cent mille dollars (\$200,000.00) divisé en quatre mille (4000) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de juillet 1942.

P. FRENETTE,

1761-o Assistant-procureur général intérimaire.

"Le Club de Curling Jacques-Cartier Inc."

"The Jacques Cartier Curling Club Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour de juillet 1942, constituant en corporation: J. Arthur Egan, gérant pour Continental Life Ins. Co., P.-Alexandre Catellier, courtier en obligations, et H.-Albert Rouillard, marchand, tous trois des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir et encourager un intérêt dans les sports en général et procurer et entretenir des terrains convenables pour les jeux de curling, golf, tennis, bowling et autres, sous le nom de "Le Club de Curling Jacques-Cartier Inc."—"The Jacques Cartier Curling Club Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour de juillet 1942.

L. DÉSILETS,

1762-o Assistant-procureur général.

"Marché des Coupons Ltée."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix juillet 1942, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, conseils en loi du Roi, et Theodore Herzl

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1942.

P. FRENETTE,

1760-o Acting Deputy Attorney General.

"La Compagnie de Charlevoix Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1942, incorporating: Arthur Simard, advocate, and Léon Simard, student, both of the city of Westmount, district of Montreal, Marius Doye, civil engineer, Paul Poirier, notary, and J. Omer Désilets, accountant, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To act as a holding company, to grant loans or otherwise turn to account the assets, securities and monies of the company; to carry on, as principal or agent, for any person or company, all or any of the objects hereby authorized, under the name of "La Compagnie de Charlevoix Limitée", with a total capital stock of two hundred thousand dollars (\$200,000), divided into four thousand (4000) shares of fifty dollars (\$50) each.

The head office of the company is at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1942.

P. FRENETTE,

1761 Acting Deputy Attorney General.

"Le Club de Curling Jacques-Cartier Inc."

"The Jacques Cartier Curling Club Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1942, incorporating: J.-Arthur Egan, manager for the Continental Life Ins. Co., P. Alexandre Catellier, bond broker, and H. Albert Rouillard, merchant, all three of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote and encourage interest in sports in general and procure and maintain grounds suitable for the games of curling, golf, tennis, bowling and other sports, under the name of "Le Club de Curling Jacques-Cartier Inc."—"The Jacques Cartier Curling Club Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company shall be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1942.

L. DÉSILETS,

1762 Deputy Attorney General.

"Marché des Coupons Ltée."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1942, incorporating: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, King's Counsels, and Theodore Herzl Shapiro, all three Advocates, of the City

Shapiro, tous trois avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'étoffes de coton, laine, toile, soie et autres tissus, coupons, garnitures, vêtements tout faits, lingerie, fournitures, chemises, cols, poignets, articles de fantaisie, menus objets, marchandises sèches en général, et toutes sortes et tous genres d'habits et de vêtements;

Faire tous ou aucun des commerces de tricoteurs, fourreurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et marchands en gros et en détail de fourrures, garnitures de robes, articles tricotés, soutache, cordonnets, ornements, dentelles, rideaux, boutons, nouveautés, articles en cuir, sous le nom de "Marché des Coupons Ltée.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le 10 juillet 1942.

P. FRENETTE,
1763 Assistant-procureur général intérimaire.

"Orford Mining Company Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 17 juillet 1942, constituant en corporation: Frederick Samuel Rugg, Charles de LaBroquerie Mignault, tous deux avocats, et Marie-Louise-Rita Choquette, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous de la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, les arbres et les branches, les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer; et acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits miniers, droit de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, sous le nom de "Orford Mining Company Limited", avec un capital total de cent quarante-neuf mille neuf cent dollars (\$149,900) divisé en cent quarante-neuf mille neuf cent (149,900) actions de un dollar (\$1.) chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le 17 juillet 1942.

L. DÉSILETS,
1764 Assistant-procureur général.

"Rocksteel Industries Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de juillet 1942, constituant en corporation: Paul Sicotte, machiniste de la ville de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, province

and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, manufacture, buy, sell and deal in all kinds of cotton, woolen, linen, silk and other textile fabrics, remnants, trimmings, ready-to-wear garments, wearing apparel, furnishing shirts, collars, cuffs, fancy goods, smallware, general dry-goods and all kinds and descriptions of garments and clothing;

To carry on all or any of the business of knitters, furriers, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, customers, hatters, glovers, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in fur and dress trimmings, knitted goods, braids, cords, ornaments, laces, curtains, buttons, novelties, leather goods, under the name of "Marché des Coupons Ltée.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at St. Hyacinthe, in the District of St. Hyacinthe, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1942.

P. FRENETTE,
1763-o Acting Deputy Attorney General.

"Orford Mining Company Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1942, incorporating: Frederick Samuel Rugg, Charles de LaBroquerie Mignault, both advocates, and Marie-Louise-Rita Choquette, stenographer, file majeure et usant de ses droits, all of the City of Sherbrooke, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, and to carry on all operations by which soil, trees and brush, earth, rocks, stones and minerals may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof; and to acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, under the name of "Orford Mining Company Limited", with a total capital stock of one hundred and forty-nine thousand nine hundred dollars (\$149,900.00), divided into one hundred and forty-nine thousand nine hundred (149,900) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the City of Sherbrooke, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1942.

L. DÉSILETS,
1764-o Deputy Attorney General.

"Rocksteel Industries Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1942, incorporating: Paul Sicotte, machinist, of the Town of Ste-Thérèse, county of Terrebonne, Province of Quebec, Rosaire Osti-

de Québec, Rosaire Ostiguy, marchand, demeurant au N° 154 de la 3ième Avenue, et Roch Sauvé, garagiste, demeurant au N° 300 de la 3ième Avenue, ces deux derniers en la ville de Longueuil, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme machinistes sur fer (Machine shop), fabricants, marchands ou négociants, importateurs, exportateurs, vendeurs en gros et/ou en détail, de fer, acier, fonte et de tous autres métaux en général; en un mot faire le commerce des métaux et en faire la préparation, l'ouvrage et la transformation pour toutes fins, sous le nom de "Rocksteel Industries Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune, toutes des actions communes, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de sept mille cinq cents dollars (\$7,500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Longueuil, dans le comté de Chambly, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de juillet 1942.

P. FRENETTE,

1765-o Assistant-procureur général intérimaire.

"W. H. Meighen Limited."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juillet 1942, constituant en corporation: John William Long et John Anthony Nolan, de la cité d'Outremont, avocats et Catherine Ellen Grace, de la cité de Montréal, secrétaire et fille majeure, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'emmagasinage et d'entreposage à froid, et toutes les opérations nécessairement ou implicitement connexes à icelui, et en outre, faire en général le commerce d'emmagasinage dans toutes ses spécialités, construire, louer, acheter, exploiter et maintenir aucun ou tous moyens de transport aux entrepôts frigorifiques;

Faire ou s'occuper de quelque manière que ce soit, du commerce d'ébénisterie, sculpture sur bois, ameublement, et manufacturer, produire, acheter, importer et autrement acquérir, préparer pour le marché et vendre en gros et/ou en détail, mettre sur le marché, exporter, transporter, emmagasiner, distribuer et autrement disposer, faire le commerce et négoce d'articles et d'objets dans la fabrication desquels le bois est employé, et plus spécialement, de chassis et portes, boîtes en bois, échelles, escaliers, lampes, jouets, patrons, talons de bois, fournitures, accessoires fixes, traîneaux, toboggans, skis, mannequins et articles en bois de toute sorte et description sous le nom de "W. H. Meighen Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de St-Lambert, district de Montréal, P. Q.

Daté du bureau du procureur général, le neuf juillet 1942.

P. FRENETTE,

1766 Assistant-procureur général intérimaire.

guy, merchant, residing at No. 154, 3rd Avenue, and Roch Sauvé, garage owner, residing at No. 300, 3rd Avenue, the latter two in the Town of Longueuil, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as Machine shop machinists, manufacturers, merchants or dealers in, importers, exporters, vendors, both wholesale and/or retail, of iron, steel, cast iron and of all other metals in general; in one word to deal in metals and to undertake their preparation, treatment and transformation for all purposes, under the name of "Rocksteel Industries Ltd."

The capital stock of the company is divided into one hundred and ninety-nine (199) shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each, all shares being common, and the amount with which the company shall commence its operations is seven thousand five hundred dollars (\$7,500).

The head office of the company shall be at Longueuil, in the county of Chambly, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1942.

P. FRENETTE,

1765 Acting Deputy Attorney General.

"W. H. Meighen Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1942, incorporating: John William Long and John Anthony Nolan, of the City of Outremont, Advocates, and Catherine Ellen Grace, of the City of Montreal, Secretary and spinster of the full age of majority, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of warehousing and cold storage, and all the business necessarily or impliedly incidental thereto, and to further carry on the business of general warehousing in all its several branches; to construct, hire, purchase, operate and maintain all or any conveyances for the transportation in cold storage;

To carry on and engage in any way or manner whatsoever, the business of Cabinet making, Wood carving, Upholstering, and of manufacturing, producing, buying, importing and otherwise acquiring and preparing for market and of selling at wholesale and/or retail, marketing, exporting, transporting, storing, distributing and otherwise disposing of, trading in and dealing with articles and things whereof wood is used and more particularly, sashes and doors, wooden boxes ladders, stairs, lamps, toys, patterns, wooden heels, furnitures, fixtures, sleighs, toboggans, skees, mannequins and woodenware of all kind and description, under the name of "W. H. Meighen Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of St. Lambert, in the District of Montreal, P. Q.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1942.

P. FRENETTE,

1766-o Acting Deputy Attorney General.

"Wilson Machinery & Supply Company."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du 17 juillet 1942, constituant en corporation: Max Bernfeld, avocat et conseil en loi du Roi, Octave V. A. Emond, agent, tous deux de la cité de Montréal, et Henry Russell Wilson, gérant, de la cité Westmount, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, construire, réparer, acheter, vendre, louer, arrenter, échanger, exercer le commerce et le négoce de toutes sortes d'outils, machines, machines-outils, instruments, ferronnerie, locomotives, machines, wagons de chemins de fer, et accessoires, automobiles, moteurs, appareils électriques, compresseurs, machines et outillage de mines et de pompes, grues, pelles, tracteurs, dragues, bouilloires, et généralement des outils de toutes sortes et descriptions, machines de toutes sortes et descriptions composés ou manufacturés en tout ou en partie de fer, acier ou métal, ou de bois, sous le nom de "Wilson Machinery & Supply Company", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 17 juillet 1942.

1767 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Wilson Machinery & Supply Company."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1942, incorporating: Max Bernfeld, advocate and King's Counsel, Octave V. A. Emond, agent, both of the City of Montreal, and Henry Russell Wilson, manager, of the City of Westmount, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, construct, repair, buy, sell, let, hire, exchange, trade and deal in all kinds of tools, machines, machine tools, implements, hardware, locomotives, engines, railway cars and supplies, automobiles, motors, electrical apparatus, compressors, mining and pumping machinery and tools, cranes, showels, tractors, dredges, boilers, and generally every kind and description of tools, every kind and description of machinery, and every kind and description of article composed or manufactured in whole or in part of iron, steel or metal, or of wood, under the name of "Wilson Machinery & Supply Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1942.

1767-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires**"Industrial Caterers Limited."**

Avis est, par les présentes donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 18 juillet 1942, à la compagnie "Industrial Caterers Limited", ratifiant le règlement spécial "A" réduisant son capital de \$30,000 à \$1,000 par l'annulation de 290 actions ordinaires d'une valeur au pair \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le 18 juillet 1942.

1768 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Supplementary Letters Patent**"Industrial Caterers Limited."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eighteenth day of July, 1942, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Industrial Caterers Limited", ratifying Special By-Law "A" reducing its capital from \$30,000.00 to \$1,000.00 by the cancellation of 290 common shares of the par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1942.

1768-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"The Elmage Investment Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treizième jour de juillet 1942, à la compagnie "The Elmage Investment Company", ratifiant un règlement réduisant son capital par la cancellation de 800 des 10,000 actions sans valeur au pair qui composent son capital actuel et par la réduction de \$100.00 à \$60.00 de la considération pour laquelle les 3,994 actions sans valeur au pair ont été émises, et fixant à \$46,000.00 le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations.

Daté du bureau du procureur général, le treizième jour de juillet 1942.

1770-o P. FRENETTE,
Assistant-procureur général int.

"The Elmage Investment Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1942, to the company "The Elmage Investment Company", ratifying a by-law reducing its capital stock by the cancellation of 800 of the 10,000 shares without par value which comprise its present capital and by the reduction from \$100 to \$60 the price for which the 3,994 shares without par value were issued, and fixing at \$46,000 the amount with which the company shall continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, the thirteenth day of July, 1942.

1770 Acting Deputy Attorney General.

"Mann Brush Manufacturing Company Limited" "Mann Brush Manufacturing Company Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, à la compagnie "Mann Brush Company Limited", des lettres patentes supplémentaires en date du premier juin 1942, ratifiant un règlement: a) changeant son nom en celui de "Mann Brush Manufacturing Company Limited"; b) 1° convertissant en actions privilégiées, cent (100) des deux cents (200) actions ordinaires qui composent son capital, et énumérant les privilèges attachés aux dites actions privilégiées; 2° convertissant les cent (100) actions ordinaires qui restent de son capital, en trois cents (300) actions sans valeur nominale ou au pair, et fixant à \$11,500 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations.

Daté du bureau de procureur général, le premier juin 1942.

L. DÉSILETS,

1769 Assistant-procureur général.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the first day of June, 1942, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Mann Brush Company Limited", ratifying a by-law a) changing its name into that of: "Mann Brush Manufacturing Company Limited"; b) 1°.—converting one hundred (100) out of the two hundred (200) common shares which compose its capital into preferred shares, and enumerating the privileges attached to the said preferred shares, 2°.—converting the remaining one hundred (100) shares common stock of its capital into three hundred (300) shares without nominal or par value, and fixing at \$11,500.00 the amount with which the company will continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Western Quebec Mining Association"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatrième jour de juillet 1942, changeant le nom de la compagnie "Western Quebec Mine Managers Association", constituée en corporation par lettres patentes en date du trentième jour de juillet 1936, sous le nom "Western Quebec Mine Managers Association" en celui de: "Western Quebec Mining Association".

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour de juillet 1942.

L. DÉSILETS,

1771-o Assistant-procureur général.

"Western Quebec Mining Association"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1942, changing the name of the company "Western Quebec Mine Managers Association", incorporated by letters patent bearing date the thirtieth day of July, 1936, under the name of "Western Quebec Mine Managers Association" to that of: "Western Quebec Mining Association".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Examen des Agronomes—Agronomists Examination

TABLEAU CONTENANT LES NOMS, PRÉNOMS, AGE ET DOMICILE DES ASPIRANTS A L'ÉTUDE DE L'AGRONOMIE AINSI QUE LE NOM DES INSTITUTIONS OÙ ILS ONT ÉTUDIÉ

TABLE CONTAINING THE NAMES, SURNAMES, AGE AND RESIDENCE OF ASPIRANTS TO THE STUDY OF AGRONOMY AND ALSO THE NAME OF THE INSTITUTIONS WHERE THEY HAVE STUDIED

Noms et prénoms Names and Surnames	Résidence Residence	Age	Institutions
Archambault, André.....	3962, Masson, Montréal...	19....	École Supérieure Chomedy de Maison-neuve.
Bernatchez, Laurent.....	Montmagny, P.Q.....	19....	Institut agricole d'École (cours prépa-ratoire).
Bleau, Robert.....	4548, Fabre, Montréal.....	22....	Collège Jean-de-Brébœuf, B.A.
Bonneau, Albert.....	St-François, Montmagny, P.Q.....	22....	Collège de Lévis, B.A.
Boily, Raymond.....	3725, Mentana, Montréal.....	21....	Mont-Saint-Louis, Montréal.
Bourbeau, Raymond.....	Amos, P.Q.....	21....	Externat classique St-Sulpice, Mont-réal, B.A.
Brisson, Germain.....	St-Jacques de l'Achigan, P. Q.....	22....	Séminaire Joliette, B.A.
Cambron, Michel.....	944, Cherrier, Montréal.....	20....	École Supérieure Roussin, Pointe aux Trembles.
Daoust, Marcel.....	6255, St-Valier, Montréal.....	20....	École Supérieure St-Stanislas, Mont-réal.
Dequoy, Raymond.....	251, 7e ave., Lachine, P.Q.....	20....	Institut agricole, Oka, (préagronomi-que).
Dionne, Michel, Gauthier.....	1438, Sicard, Montréal.....	19....	École supérieure Chomedy de Maison-neuve.
Doré, Lucien.....	Métabetchouan, Lac St- Jean.....	21....	Institut agricole, Oka.
Dupuis, Maxime.....	3430, Berri, Montréal.....	20....	Externat classique St-Sulpice.
Favreau, André.....	3806 ave Girouard, Mont- réal.....	20....	Externat classique St-Sulpice.

Noms et prénoms Names and Surnames	Résidence Residence	Age	Institutions
Fredette, Fernand.....	St-Joseph, St-Hyacinthe, P. Q.	21.....	Séminaire St-Hyacinthe, B.A.
Fregeau, Jacques.....	727a ave Outremont, Ou- tremont, Montréal.....	19.....	École Supérieure St-Viateur.
Giroux, Raynald.....	L'Annonciation, Co. Label- le.....	19.....	Mont-St-Louis, Montréal.
Gravel, Robert.....	St-Prosper, Co. Champlain	19.....	Séminaire St-Joseph, École d'Agricul- ture, Oka.
Guibord, Philippe.....	Huberdeau, Co. d'Argen- teuil	24.....	Collège Rigaud, Institut Agricole, Oka.
Juteau, Jean, Jacques.....	8407, St-Gérard, Montréal.	18.....	École du Plateau, Montréal.
Langelier, Gabriel.....	2060, Moreau, St-Hyacin- the	26.....	Séminaire St-Hyacinthe, B.A.
Laporte, René.....	915, Cherrier, Montréal.	22.....	Collège de l'Assomption.
Laroque, Antonio, B.....	R.R. 1, Joliette, P.Q.	24.....	Collège Ste-Marie, Université de Mont- réal, Baccalauréat, P.C.N.
Larose, Laurent.....	Verchères, P. Q.	22.....	Collège de l'Assomption, Séminaire phi- losophie, Montréal, B.A.
Larose, Paul, Émile.....	Verchères, P.Q.	21.....	Collège St-Jean, B.A.
Lavallée, Roger.....	Ste-Justine de Newton, P.Q.	22.....	Séminaire Joliette, Collège Bourget, Ri- gaud, B.A.
Lefebvre, Germain.....	1380 Ontario, est, Mont- réal.....	21.....	Collège Ste-Marie, B.A.
Léonard, Fernand.....	St-Jovite, P.Q.	24.....	Séminaire Mont-Laurier, Institut agri- cole, Oka.
Lessard, Jean, Paul.....	Ste-Ursule, Co. Maskinongé	20.....	Juvénat Ste-Anne de Beaupré.
Lussier, Jacques.....	10772 Grande Allée Ahunt- sic.	23.....	Cours scientifique et classique prof. Arbique.
Machabée, Georges, Étienne.....	6386 Delanaudière, Mont- réal.....	21.....	École supérieure Stanislas, Institut agricole, Oka.
Malette, Paul-Émile.....	5300 ave Trans-Island, Montréal.	19.....	Mont-St-Louis.
Michel, Lionel.....	147, Première ave, Verdun	20.....	École supérieure Richard, Verdun.
Moise, Armand.....	1865, Clément, Viauville.....	22.....	Externat classique St-Sulpice, B.A.
Mondor, Jacques.....	6856, St-Denis, Montréal.	20.....	Collège Ste-Marie, Montréal.
Monty, Laurent.....	Chambly Bassin, Co. Cham- bly.	21.....	Collège de Montréal, Séminaire phi- losophie.
O'Connor, L.....	St-Henry, Lévis.	22.....	Collège Lévis.
Pelletier, Marcel.....	7553, St-Denis, Montréal.	24.....	Mont St-Louis, École des Hautes Ét- des Commerciales, Montréal.
Planté, François.....	4697, Christophe Colomb, Montréal.	18.....	École Supérieure St-Stanislas, Mont- réal.
Poirier, Gilles.....	3298 ave Verdun, Verdun	19.....	École Supérieure Richard, Verdun.
Proulx, Laurier.....	5366 Delaroche, Montréal.	22.....	École Supérieure St-Stanislas, Mont- réal.
Raymond, Marcel.....	410 est, Beaubien.....	20.....	École Supérieure, St-Stanislas, Mont- réal.
Rouillard, Pierre.....	17 ave Legrand, Laval des Rapides, P.Q.	19.....	Collège Notre-Dame. Cours privés.
Roy, Gérald.....	4669, Pontiac, Montréal.....	18.....	École Supérieure St-Stanislas, Mont- réal.
Sabourin, Léonard.....	Très St-Rédempteur, Co. Vaudreuil, P.Q.	23.....	Séminaire Valleyfield, Collège Bourget, Rigaud, B.A.
Séguin, Antoine.....	L'Assomption, P.Q.	19.....	École St-François, Rigaud, Institut agricole, Oka (pré-scientifiques).
Therriault, Origène.....	514 Beaugrand, Montréal.	19.....	École supérieure de Chomedey de Mai- sonneuve.
Thomas, Jacques.....	4932 ave Coolbrook, N.D. G.	18.....	Mont Saint-Louis.
Tremblay, Camille.....	6452, 1ère ave, Rosemont.	20.....	École supérieure St-Stanislas.
Tremblay, Marcellin.....	Notre-Dame d'Hébertville.	20.....	Académie commerciale, Québec, Cours préparatoire, Institut agricole, Oka.
Trempe, André.....	6632, St-Denis, Montréal.	19.....	École supérieure St-Stanislas, Mont- réal.

Montréal, le 5 août 1942.—Montreal, August 5th, 1942.

Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ MONETTE,
Secretary-Treasurer.

1779-33-2-o

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

Province de Québec.—District de Chicoutimi. Province of Quebec.—District of Chicoutimi.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI. MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 4 août 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 207), de vendre l'immeuble ci-dessous désigné, pour satisfaire au paiement

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 4th August, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of articles 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter designated, in payment of arrears

des arrâges de taxes dues à la municipalité du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, ledit immeuble sera vendu par encan public, dans la salle du conseil du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, à Ste-Anne, le TROIS SEPTEMBRE 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, ledit immeuble sera retiré de la vente si les versements échus sur les taxes consolidées et toutes les taxes municipales exigibles, à l'exception de celles de l'année 1942, sont payés avant le moment de la vente.

1. Mme Vve Alfred Lespérance.—Le lot numéro 107 situé dans le premier rang ouest du canton Tremblay, ainsi connu et désigné au cadastre officiel du village de Ste-Anne, avec bâtisses et dépendances, et toutes servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit immeuble.

Le prix d'adjudication sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Ste-Anne-de-Chicoutimi, ce 3 août 1942.

Le secrétaire-trésorier,
1734—32-2-o JEAN BOUCHER.
[Première publication, 1er août 1942 est nulle.]

Province de Québec, District de Chicoutimi.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU CANTON BOURGET

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 7 août 1942, a ordonné au sous-signé, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre l'immeuble ci-dessous désigné, pour satisfaire au paiement des arrâges de taxes dues aux commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du canton Bourget, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence le dit immeuble sera vendu par encan public, dans le bureau du secrétaire-trésorier, monsieur Art.-E. Asselin, lieu ordinaire des séances du conseil de Saint-Ambroise, à Saint-Ambroise, le DIX SEPTEMBRE, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, l'immeuble ci-dessous décrit sera retiré de la vente, si tous les intérêts et les taxes sont payées avant le moment de la vente.

Succession Philippe Tremblay "Mathias".
Un emplacement de un acre et demi, plus ou moins, situé sur le lot 20, rang est, canton Bourget, avec bâtisses et dépendances, borné au nord, par le chemin public, à l'est, par une source qui forme un petit ruisseau; au sud, par la rivière des Aulnaies, et à l'ouest par le terrain de Louis Lavoie, le tout tel que clôturé, actuellement, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant être attachées au dit terrain.

Le prix d'adjudication du dit immeuble sera payable immédiatement et la vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Ambroise-de-Chicoutimi, le 5 août 1942.

Le secrétaire-trésorier,
1781-33-2-o ART.-E. ASSELIN.

Province de Québec—Comté de Lac Saint-Jean-Est

VILLE DE ST-JOSEPH D'ALMA

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un ar-

of taxes due the Municipality of the Village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, with interest and costs, and that consequently, the said immovable shall be sold by public auction, in the Council Room of the Village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, at Ste-Anne, the THIRD of SEPTEMBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovable shall be withdrawn from the sale if the instalments due on the consolidated taxes and all the municipal taxes due, with the exception of those for the year 1942, be paid before the sale.

1. Mrs. Wid. Alfred Lespérance.—Lot No. 107, situate in the first west range of the township Tremblay, thus known and designated on the official cadastre of the Village of Ste-Anne—with buildings and dependencies, and all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

The purchase price shall be payable immediately.

The sale shall moreover be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Ste-Anne-de-Chicoutimi, this 3rd of August, 1942.

JEAN BOUCHER,
Secretary-Treasurer.
[First publication, August 1st, is null.]

Province of Quebec—District of Chicoutimi.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF BOURGET

Public notice is hereby given, that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated August 7th, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chap. 207), to sell the immovable hereinafter designated in payment of arrears of taxes due to the School Commissioners of the Township of Bourget, with interest and costs, and that consequently the said immovable shall be sold by public auction in the office of the Secretary Treasurer, Mr. Art. E. Asselin, usual meeting-place of the Council of Saint-Ambroise, at Saint-Ambroise, on the TENTH day of SEPTEMBER, at TEN o'clock in the forenoon.

However, the immovable hereinbelow described will be excluded from the sale if all the interest and taxes be paid before the time of the sale.

Estate of Philippe Tremblay "Mathias".
An emplacement of one acre and one half, more or less, situate on lot 20, Range East, Township of Bourget—with buildings and dependencies—bounded on the North by the public road, on the East by a spring which forms a small stream; on the South by the "des Aulnaies" river and on the West by the land of Louis Lavoie, the whole as actually fenced in and with the active and passive, apparent and unapparent servitudes which may be attached to the said lot of land.

The adjudication price of said immovable will be payable immediately and the sale shall, moreover, be subject to right of withdrawal and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Ambroise-de-Chicoutimi, August 5th, 1942.

ART. E. ASSELIN,
Secretary Treasurer.

Province of Quebec—County of Lake Saint John East

TOWN OF ST. JOSEPH D'ALMA

Public notice is hereby given, that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated

rété en date du sept août 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la ville de Saint-Joseph-d'Alma, avec intérêt et frais et qu'en conséquence les dits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil, à l'hôtel-de-ville de St-Joseph d'Alma, le NEUF SEPTEMBRE 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels toutes les taxes auront été payées avant le moment de la vente, à l'exception de celles de l'année 1942.

1.—Vincent de Paul Collard:—

- a) Le lot numéro 13-A-111 du rang 9.
b) Le lot numéro 13-A-112 du rang 9.

2.—Dame Jos. Collard:—

- a) Le lot numéro 15-B-27 du rang 9.
b) Le lot numéro 15-B-26 du rang 9.
c) Le lot numéro 15-B-25 du rang 9.
d) Le lot numéro 15-B-28 du rang 9.

3.—Georges Fortin (Médor):—

- Le lot numéro 13-A-108 du rang 9.

4.—Thomas-Louis Paradis:—

Le lot numéro 12-14 du rang 9, sauf à distraire cette partie du dit immeuble vendue à la ville de St-Joseph d'Alma par Thomas-Louis Paradis, suivant acte enregistré sous le numéro 35056.

Tous les lots ci-dessus mentionnés, numéros d'ordre 1 à 4 inclusivement, sont connus et désignés au cadastre officiel du canton Signai.

5.—J.-Aimé Fortin:—

Un emplacement situé dans la ville de St-Joseph d'Alma, mesurant 50 pieds de front au nord sur une profondeur de 45 pieds, plus ou moins, à l'est, et de 50 pieds de profondeur, plus ou moins, à l'ouest, la profondeur ouest devant partir d'un piquet en fer planté dans le coin nord-ouest pour de là gagner la Petite Décharge, le tout de manière que la largeur au sud soit de 50 pieds, plus ou moins, faisant partie autrefois de l'île N° 1 des îles de la Petite Décharge, canton Délisle, et faisant actuellement partie du lot numéro 1-264 de l'île N° 1 (lettre G) des îles de la Petite Décharge, canton Délisle; borné comme suit:—au nord, à l'emplacement de Armand Turcotte; au sud, au terrain de Quebec Development Co. Ltd ou représentants; à l'est, à partir du lot 1-265 du cadastre du canton Délisle et à l'ouest à une rue portant le numéro 1-263 du dit canton.

6.—Albert Judd:—

- a) Le lot numéro 3-B-28 du rang 1, canton Délisle, Ile d'Alma.
b) Le lot numéro 3-B-29 du rang 1, canton Délisle, Ile d'Alma.

7.—J.-Edouard Lapointe:—

Un terrain formé des lots numéros 1-270 et 1-271 du rang 1, canton Délisle, île numéro 1 des îles de la Petite Décharge, borné comme suit: en front, vers le nord, à une rue; en profondeur, au sud, à la Petite Décharge, vers l'est, à l'emplacement de Johnny Tremblay et à l'ouest à celui de Dame Nap. Côté ou représentants, lequel terrain mesure environ 100 pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a de la rue en front jusqu'au bout de la profondeur, à la Petite Décharge, sauf à distraire un certain terrain vendu par le dit J. Ed. Lapointe à M. Henri Boivin, par acte reçu devant J. A. Gingras, N.P., le 19 octobre 1939, enregistré le 22 octobre de la même année sous le numéro 36026.

8.—Adélar Mathieu:—

- a) Le lot numéro 4-61 du rang 1, canton Délisle, Ile d'Alma.
b) Le lot numéro 3-B-37 du rang 1, canton Délisle, Ile d'Alma.

9.—Théodule Tremblay:—

- Le lot numéro 4-81 du rang 1, canton Délisle, Ile d'Alma.

Tous les lots ou parties de lots ci-dessus mentionnés, numéros d'ordre 5 à 9 inclusivement, sont connus et désignés au cadastre officiel du canton Délisle, île numéro 1 (lettre G) des îles de la Petite Décharge.

Tous ces lots seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a,

August 7th, 1942, has ordered the undersigned pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chap. 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due to the Town of Saint Joseph d'Alma, with interest and costs, and that consequently the said immovables shall be sold by public auction in the Council Hall, in the Town-Hall of St. Joseph d'Alma, on SEPTEMBER NINTH, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables upon which all taxes shall have been paid before the time of the sale, excepting those of the year 1942.

1.—Vincent de Paul Collard:—

- a) Lot number 13-A-111 of Range 9.
b) Lot number 13-A-112 of Range 9.

2.—Dame Jos. Collard:—

- a) Lot number 15-B-27 of Range 9.
b) Lot number 15-B-26 of Range 9.
c) Lot number 15-B-25 of Range 9.
d) Lot number 15-B-28 of Range 9.

3.—Georges Fortin (Médor):—

- Lot number 13-A-108 of Range 9.

4.—Thomas-Louis Paradis:—

Lot number 12-14 of Range 9, save to be deducted that part of said immovable sold to the Town of St. Joseph d'Alma by Thomas-Louis Paradis, as per deed registered under number 35056.

All the lots hereinabove mentioned, numerical order 1 to 4 inclusively, are known and designated on the official cadastre for the Township of Signai.

5.—J. Aimé Fortin:—

An emplacement situate in the Town of St. Joseph d'Alma, measuring 50 feet in front, on the North, by a depth of 45 feet more or less, on the East, and of 50 feet in depth, more or less on the West, the Western depth to start from an iron post planted in the North-west corner, thence reaching "la petite Décharge", the whole so that the width on the South be 50 feet more or less, heretofore forming part of Island No. 1 of the islands of "la Petite Décharge", Township of Délisle, and actually forming part of lot number 1-264 of Island No. 1 (letter G) of the islands of "la Petite Décharge", Township of Délisle; bounded as follows: on the North by the emplacement of Armand Turcotte; on the South by the land of the Quebec Development Co. Ltd. or representatives; on the East by part of lot 1-265 of the cadastre for the Township of Délisle, and on the West by a street bearing number 1-263 of the said Township.

6.—Albert Judd:—

- a) Lot number 3-B-28 of Range 1, Township of Délisle, Island of Alma.
b) Lot number 3-B-29 of Range 1, Township of Délisle, Island of Alma.

7. J. Edouard Lapointe:—

A lot of land formed of lots numbers 1-270 and 1-271 of Range 1, Township of Délisle, Island number 1 of the Islands of "la Petite Décharge" bounded as follows: in front, on the North, by a street; on the depth, on the South, by "la Petite Décharge"; on the East by the emplacement of Johnny Tremblay and on the West by that of Dame Nap. Côté ou representatives, said lot of land measuring about 100 feet in width by the depth which there may be from the street, in front, to the end of the depth at "la Petite Décharge, save, to be deducted, a certain lot of land sold by said J. Ed. Lapointe to Mr. Henri Boivin, as per deed received before J. A. Gingras, N.P., on October 19th, 1939, registered on the 22nd of October of the same year, under number 36026.

8.—Adélar Mathieu:—

- a) Lot number 4-61 of Range 1, Township of Délisle, Island of Alma.
b) Lot number 3-B-37 of Range 1, Township of Délisle, Island of Alma.

9.—Théodule Tremblay:—

- Lot number 4-81 of Range 1, Township of Délisle, Island of Alma.

All the lots or parts of lots hereinabove mentioned numerical numbers 5 to 9 inclusively, are known and designated on the official cadastre for the Township of Délisle, Island number 1 (Letter G) of the islands of "la Petite Décharge".

All these lots shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and

et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to said immovables.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

The adjudication price of each of these immovables will be payable immediately.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

The sale shall, moreover, be subject to right of withdrawal and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Donné à St-Joseph d'Alma, ce 5 août 1942.

Given at St. Joseph d'Alma, this 5th of August, 1942.

1783-33-2-o Le secrétaire-trésorier,
J. E. CÔTÉ.

1783-33-2 J. E. CÔTÉ,
Secretary Treasurer.

CITÉ DE VERDUN

CITY OF VERDUN

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel-de-Ville de Verdun, JEUDI, le DIX SEPTEMBRE 1942, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the City Hall, Verdun, on THURSDAY, the TENTH of SEPTEMBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, interests, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs are paid before the sale.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 7 mai 1942, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, Article 550, tel qu'amendé par la Loi 24 Geo V, chap. 33, section 3.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated the 7th of May, 1942, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables, under authority of Article 550 of the Cities and Towns' Act as amended by Act 24 Geo V, chap. 33, sect. 3.

Nom-Name	Cad.	Subd.
Thomas Duffly	3402a	5
"	3267	54
"	3402a	6
"	3267	53
"	3402a	7
"	3267	52
James Rankin	3401	53 (avec bâtisses-with buildings)
Irwin Debblee	3401	348, 349, 350
Elzéar Cardinal	3401	720, 721
Succ.-Estate J. Thivierge	3406	103 (avec bâtisses-with buildings)
Gérard Dubé	3402	78-2, 79 (avec bâtisses-with buildings)
C. Chisholm et al.	4221-4222	
"	4237	
"	4238	3, 4, 5, 6pt arrière-rear
"	4238	8 (avec bâtisses-with buildings)
"	4238	9, 10
J. Alex. Chisholm et al.	4238	1, 2
J. Chisholm et al.	4238	11
E. Delorme	4332	1
Mme-Mrs. E. G. Nekolaichuck	4673	63, 64 (avec bâtisses-with buildings)
Mme-Mrs. Wm. Roberts	4678	44pt 1/2 N.O., 45 (avec bâtisses-with buildings)
Mme-Mrs. J. R. Bell	4679	711a, 711b, 711c, 712, 713, 714
Pierre Mathieu	4679	516
Alex. Lassin	4687	664, 665
Mme-Mrs. J. Villemaire	4687	17, 18
Mme-Mrs. C. Duquette	4687	50
A. L. Hainsworth	4687	154a
Greater Montreal Land Co.-La Cie des Terrains de la Banlieue de Montréal	4687	629, 628, 654, 655, 351, 352
Albert Sansoucy	4678	103pt S.E.

Cette partie Sud-Est du lot 4678-103 mesurant 9 pds. de largeur en front et 9 pds. 2 pouces de largeur à l'arrière, bornée en front par l'avenue Egan, à l'arrière par une rue publique, à l'ouest par le résidu du lot 4678-103, et à l'est par le lot 4678-102.

This South-East part of lot 4678-103, measuring 9 ft. wide in front and 9 ft. 2 in. at the rear, bounded in front by Egan avenue, in the rear by a public lane, to the South by the residue of lot 4678-103, and to the East by lot 4678-102.

Les immeubles susdits apparaissent tous aux plan et livre de renvoi officiel de la Paroisse de Montréal, et sont situés dans la Cité de Verdun.

The above immovables are all in the plan and book of reference of the Parish of Montreal, and are situated in the City of Verdun.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

The said sale shall moreover be made with all servitudes, both active and passive, apparent or hidden, affecting such immovables.

Condition de la vente—argent comptant ou chèque accepté.

Terms: Cash or accepted cheque.

Donné à l'Hôtel-de-Ville, Verdun, P.Q., ce 11ème jour d'août, 1942.

Given at the City Hall, Verdun, Que. this 11th day of August, 1942.

[Sceau]

[Seal]

1788-33-2-o

Le greffier,
A. J. BURGESS.

1788-33-2-o

A. J. BURGESS,
City Clerk.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Province de Québec, District de Chicoutimi, Cour Supérieur N°:— 9542, Dame Berthe Bergeron, épouse commune en biens de Adrien Rathé, de Jonquière, journalier, District de Chicoutimi, a pris une action en séparation de biens contre son mari.

Chicoutimi, 6 août, 1942.

Le procureur de la demanderesse,
1772-0 L.-P. GIRARD.

Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, No:— 9542, Dame Berthe Bergeron, wife common as to property of Adrien Rathé, of Jonquière, journeyman, district of Chicoutimi, has taken an action against her husband for separation as to property.

Chicoutimi, August, 6th, 1942.

L.-P. GIRARD,
Attorney for the plaintiff.

Assurance

Insurance

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Avis est donné par les présentes que le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par l'arrêté numéro 1852, a autorisé la Missisquoi and Rouville Mutual Fire Insurance Company à changer son nom corporatif en celui de "Missisquoi and Rouville Mutual Fire Insurance Company, Missisquoi et Rouville Compagnie d'Assurance Mutuelle contre l'Incendie."

Daté du bureau des Assurances, Département du Trésor, ce trente et unième jour de juillet, 1942.

Pour le Trésorier de la Province,
1773-0 GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor-in-Council, by the order number 1852, has authorised the Missisquoi and Rouville Mutual Fire Insurance Company to change its corporate name to "Missisquoi and Rouville Mutual Fire Insurance Company, Missisquoi et Rouville Compagnie d'Assurance Mutuelle contre l'Incendie."

Dated at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, this thirty first day of July, 1942.

For the Treasurer of the Province,
1773-0 GEORGES LAFRANCE
Superintendent of Insurance.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-JOSEPH DE SOREL
Comté de Richelieu

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST. JOSEPH DE SOREL
County of Richelieu

Avis est par les présentes donné par moi, Gérard Cournoyer, secrétaire-trésorier de la Municipalité du village de St-Joseph, qu'à sa dernière séance, tenue le (14) quatorzième jour de juillet 1942, le Conseil Municipal de la dite municipalité a décidé par résolution de demander au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, l'émission de lettres patentes, en vertu de la loi, chapitre 233 des statuts refondus de la Province de Québec (1941) érigeant le territoire de la municipalité du village de St-Joseph de Sorel, en municipalité de ville, sous le nom de "Ville de St-Joseph de Sorel."

Les limites de la nouvelle municipalité seront les mêmes que les limites actuelles de la municipalité du village.

Le chiffre actuel de la population, tel que constaté au dernier recensement par deux énumérateurs spécialement nommés à cette fin, est de 2379.

Donné au village de St-Joseph de Sorel, ce 29ième jour de juillet 1942.

Le secrétaire-trésorier,
1718-32-4-0 G. COURNOYER.

Notice is hereby given by me, Gérard Cournoyer, Secretary-Treasurer of the Municipality of the Village of St. Joseph, that at its last meeting held the fourteenth (14th) day of July, 1942, the Municipal Council of the said municipality decided, by resolution, to apply to the Lieutenant-Governor in Council, for letters patent to be issued in conformity with the Act, chapter 233 of the Revised Statutes of Quebec (1941), erecting the territory of the Village Municipality St. Joseph de Sorel, into a Town Municipality, under the name of "Town of St. Joseph de Sorel".

The limits of the new Municipality shall be the same as the present limits of the Village Municipality.

The present population calculated according to the last census by two enumerators specially appointed for such purpose, is 2379.

Given at the Village of St. Joseph de Sorel, this 29th day of July, 1942.

G. COURNOYER,
Secretary-Treasurer.

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Sylviculteurs de la Province de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le trois août 1942.

The formation of an association, under the name of "Association des Sylviculteurs de la Province de Québec", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the third of August, 1942.

Le siège social de l'association sera en la cité de Québec, dans le district de Québec, P. Q.

The principal place of business of the association shall be in the city of Quebec, district of Quebec, P. Q.

1774-o Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

1774 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

SHAW & BEGG INCORPORATED

SHAW & BEGG INCORPORATED".

Extrait du procès-verbal de l'assemblée des directeurs de la compagnie "Shaw & Begg Incorporated" tenue le 9 décembre 1941, à 11.30 a.m. au bureau-chef de la compagnie, 465, rue St-Jean, Montréal:

Extract from the Minutes of a Meeting of the Directors of Shaw & Begg Incorporated held on December 9th, 1941, at 11.30 a. m. at the Head Office of the Company, 465 St. John Street, Montreal:

"Le président a recommandé que le bureau des directeurs soit augmenté de six à huit membres et, après discussion, il a été proposé par J. G. Hutchinson, secondé par D. S. Thornton et adopté à l'unanimité que les règlements de la compagnie seraient amendés en vertu du règlement numéro 9, article 2 des règlements de la compagnie comme suit:

"The Chairman recommended that the Board of Directors be increased from six to eight members and after discussion, it was moved by J. G. Hutchinson and seconded by D. S. Thornton and carried unanimously that the By-Laws of the Company should be amended in virtue of By-Law No. 9 Section 2 of the Company's By-Laws as follows:—

Amender le règlement numéro 3, article 1 pour se lire:

Amend By-Law No. 3 Section 1 to read

Directeurs

Directors

3. Article 1. Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil de huit directeurs qui seront élus par les actionnaires à l'assemblée annuelle et qui resteront en office durant un an et jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus et qualifiés. La prochaine élection des directeurs aura lieu à l'assemblée annuelle de l'année 1941.

3. Section 1. The affairs of the Company shall be managed by a Board of eight Directors who shall be elected by the shareholders at the Annual Meeting and who shall hold office for one year and until their successors are elected and qualified. The next election of Directors shall take place at Annual Meeting in the year 1941.

Amender le règlement numéro 3, article 2 pour se lire:

Amend By-Law No. 3 Section 2 to read

Quorum

Quorum

3. Article 2. Quatre directeurs seront requis et suffiront à constituer un quorum pour la transaction des affaires."

3. Section 2. Four Directors shall be necessary and sufficient to constitute a quorum for the transaction of business."

(Sceau) Le secrétaire-trésorier,
1775 J. F. R. SPRIGINGS.

(Seal) J. F. R. SPRIGINGS,
1775-o Secretary-Treasurer.

La formation d'une société, sous le nom de "Union Nationale des employés de théâtre de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le secrétaire de la Province le trois août 1942.

The formation of an association, under the name of Union Nationale des Employés de Théâtres de Montréal", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the third of August, 1942.

Le siège social du syndicat sera à Montréal, dans le district de Montréal, P. Q.

The principal place of business of the association shall be at Montreal, district of Montreal, P. Q.

1776-o Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

1776 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Employés de la Pyramid Paper Products", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le sept juillet 1942.

The formation of an association under the name of "Syndicat des Employés de la Pyramid Paper Products" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on the seventh of July, 1942.

Le siège social du syndicat sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, P.Q.

The principal place of business of the Syndicate will be at Sherbrooke, in the District of Saint-François, P.Q.

1795-o Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

1795 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés du Commerce de Sherbrooke", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le six août 1942.

The formation of an association, under the name of "Association des Employés du Commerce de Sherbrooke", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the sixth of August, 1942.

Le siège social de l'association sera dans la cité de Sherbrooke, district de St-François, P.Q.

Le sous-secrétaire de la Province,
1796-o JEAN BRUCHESI.

The principal place of business of the association will be in the city of Sherbrooke, district of St-François, P.Q.

1796 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Bureau-Chef

Avis est par les présentes donné que "Hollinger North Shore Exploration Company, Limited (libre de responsabilité personnelle)", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 17 juillet 1942, ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi ledit bureau-chef, à Chambre 721, 360 ouest, St-Jacques.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, le 12 août 1942.

1798 La secrétaire,
EVANNE GIGNAC.

Chief-Office

Notice is hereby given that "Hollinger North Shore Exploration Company, Limited (No Personal Liability)" incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec on the 17th of July 1942, and having its head-office in the City of Montreal, has established its head office at 360 St. James Street West, Room 721.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as its head-office.

Dated at Quebec, this 12th of August, 1942.

1798-o EVANNE GIGNAC,
Secretary.

Chartes—Abandon de

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Dans l'affaire de Amherst Autodrome Company Limited.

Avis est par les présentes donné que Amherst Autodrome Company Limited s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil et requerra la permission d'abandonner sa charte qui lui a été octroyée le trentième jour de mars mil neuf cent trente-cinq, pour la dite compagnie, être dissoute à compter de la date que fixera le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Montréal, ce 30 juillet 1942.

1780-o Le secrétaire,
MAURICE BÉLANGER.

Charters—Surrender of

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

In the matter of Amherst Autodrome Company Limited.

Notice is hereby given that Amherst Autodrome Company Limited will apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender the charter to it granted on the thirtieth day of March nineteen hundred and thirty five, and requesting that the said Company be dissolved from and after the date fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Montreal, July 30, 1942.

1780-o MAURICE BÉLANGER,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Barré & Charron Limitée" s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de la Province de Québec, pour que permission lui soit donnée d'abandonner sa charte et pour qu'une date soit fixée à partir de laquelle la Compagnie sera dissoute.

Granby, Qué., ce 11 août 1942.

1785-o Le secrétaire-trésorier,
LÉON CHARRON.

Notice is hereby given that Barré & Charron Limited will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter and that a date be fixed on and from which the Company shall be dissolved.

Granby, Que. August the 11th. 1942.

1785-o LÉON CHARRON,
Secretary-Treasurer.

HIBBARD MOTOR SALES LIMITED

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Hibbard Motor Sales Limited", donne, par les présentes avis public, qu'elle s'adressera au procureur-général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, pour leur demander la permission d'abandonner sa charte et de déclarer sa dissolution.

Daté à Montréal le 22 juin 1942.

1786 Par ordre du bureau de direction,
Le président,
R. H. HIBBARD.

HIBBARD MOTOR SALES LIMITED

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Hibbard Motor Sales Limited, hereby gives public notice that it will make application to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for leave to surrender its charter and to be declared dissolved.

Dated at Montreal this 22nd day of June, 1942.

1786-o By order of the Board of Directors,
R. H. HIBBARD,
President.

Commission de l'Industrie Laitière

Dairy Industry Commission

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° SP-I-42

Order No. SP-I-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 9 juillet, 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, July 9th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire et Oscar Boisvert, inspecteur général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary and Oscar Boisvert, Inspector-General of Dairy Products.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toutes les régions sujettes aux ordonnances de la Commission, telles que délimitées dans chacune des dites ordonnances et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

1. The present order applies to all the regions subject to orders of the said Commission, as described in each of said orders, and will come in force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

2. Une charge constituée par un dépôt de cinq sous par bouteille de verre, et d'un demi-sou par récipient de carton (bouteille de papier) doit être faite pour toute vente ou livraison de lait, de crème ou de tout autre produit laitier.

2. In the sale of milk, cream and other dairy products to all persons, a charge shall be made for the use of the container, namely, a deposit charge of 5c (five cents) per glass bottle and a charge of ½c (half a cent) per paper container.

3. La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 1 et 9-B-42, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 mai 1942, et l'ordonnance N° 9-B-42, publiée dans la *Gazette officielle* du 4 juillet 1942.

3. The present order cancels Order No. 1 and 9-B-42, published in the *Quebec Official Gazette* of May 9th, 1942, and Order No. 9-B-42, published in the *Quebec Official Gazette* of July 4th 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signé: MM. Dr EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Signed: Messrs. Dr. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Québec, 9 juillet, 1942. 1789-0

Quebec, July 9th, 1942. 1789-0

Compagnie dissoute

Company Dissolved

ST. GEORGE'S COOPERATIVE SOCIETY
(ROCHDALE PLAN) LIMITED
en liquidation

ST. GEORGE'S COOPERATIVE SOCIETY
(ROCHDALE PLAN) LIMITED
In liquidation

Avis est par les présentes donné conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi relative à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, (S.R.Q., 1941, chapitre 278), que la compagnie "St. George's Cooperative Society (Rochdale Plan) Limited", constituée en corporation comme société coopérative le 18 juin 1936, avec siège social en les cité et district de Montréal, province de Québec, a été dissoute à compter du 21 juillet 1942.

Notice is hereby given, pursuant to Section 19 of the Act respecting the Voluntary Winding-Up of Joint Stock Companies, (R.S.Q., 1941, Chapter 278), that the "St. George's Cooperative Society (Rochdale Plan) Limited", incorporated as a cooperative syndicate on the 18th day of June, 1936, with head office in the City and District of Montreal, Province of Quebec, has been dissolved from and after the 21st day of July, 1942.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, le 24 juillet 1942.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the 24th July 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
1777 JEAN BRUCHESI.

Under Secretary of the Province.
1777-0 JEAN BRUCHESI,

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

No. 416-42

Québec, le 6 août 1942.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Philippe-de-Philipsburg, comté de Missisquoi, le territoire suivant: "Les lots 229 à 237 inclusivement du canton de Stanbridge qui seront détachés de la municipalité scolaire de Saint-Damien-de-Stanbridge; les lots Nos 19, 28, 29, 30, 32, 33, 203 du même canton qui seront détachés de la municipalité scolaire de St-Pierre-de-Vérone, dans le même comté.

1751-32-2-o

Pour le Surintendant,
B. O. FILTEAU.

N° 798-42

Québec, le 6 août 1942.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Viel, dans le comté de Témiscouata, en celui de Saint-Michel-de-Squateck.

1750-32-2-o

Pour le Surintendant,
B.-O. FILTEAU.

N° 637-42

Québec, le 31 juillet 1942.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Dominique-du-Rosaire, dans le comté de l'Abitibi, les lots 21 à 24 inclusivement du rang IX du canton de Béarn qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire.

1717-32-2-o

Le secrétaire,
B.-O. FILTEAU.

N° 584-42

Québec, le 6 août 1942.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Sherbrooke, dans le comté du même nom, le territoire suivant qui sera détaché de la municipalité scolaire d'Ascot:

"Un territoire situé dans les cantons d'Ascot et d'Orford, faisant actuellement partie des municipalités d'Ascot, de Rock Forest et du canton d'Orford, et dont les limites se décrivent comme suit: à savoir: partant du point d'intersection de la limite sud de la cité de Sherbrooke avec la limite ouest de la ville de Lennoxville au sommet de l'angle nord-est du lot N° 15a, rang VII, du cadastre officiel pour le canton d'Ascot; de là en référant audit cadastre, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne est du lot N° 15a, rang VII, les lignes sud des lots 15a, des rangs VII, VIII, Nos 15b, 15g, 15h du rang IX, Nos 15a, 15c, 15d, 15f, 15h du rang IX, Nos 15a, 15c, 15d, 15f, 15h, du rang X la ligne est et la ligne sud du lot N° 14c du rang XI, cette dernière prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Magog, ledit axe de la rivière Magog en le suivant vers le nord jusqu'au prolongement de la ligne sud du N° 168 du cadastre officiel pour le canton d'Orford; et en référant audit cadastre officiel pour le canton d'Orford, ledit prolongement et ladite ligne sud du N° 168 jusqu'au côté sud-est de l'emprise de chemin de fer Canadien Pacifique suivant une courbe déviant à droite jusqu'à la limite de la cité de Sherbrooke; de là, suivant la limite actuelle de la cité de Sherbrooke en passant par les lignes et démarcations suivantes: ledit axe du chemin séparant les rangs I et II du canton d'Orford prolongé jusqu'à l'axe de la rivière Magog, l'axe de la rivière Magog jusqu'au prolongement de la ligne est du lot N° 16b, du rang IX,

No. 416-42

Quebec, August 6, 1942

Application is made to annex to the School Municipality of St-Philippe-de-Philipsburg, County of Missisquoi, the following territory: Lots 229 to 237 inclusively of the Township Stanbridge, which shall be detached from the School Municipality of Saint-Damien-de-Stanbridge; lots Nos. 19, 28, 29, 30, 32, 33, 203 of the same township, which shall be detached from the School Municipality of St-Pierre-de-Vérone, in the same county.

1751-32-2

B. O. FILTEAU,
For the Superintendent

No. 798-42

Quebec, August 6, 1942.

Application is made to change the name of the School Municipality of Saint-Joseph-de-Viel, in the county of Témiscouata, into that of Saint-Michel-de-Squateck.

1750-32-2

B. O. FILTEAU,
For the Superintendent.

No. 637-42

Quebec, July 31, 1942.

Application is made to annex to the School Municipality of St-Dominique-du-Rosaire, in the County of Abitibi, lots 21 to 24 inclusively of Range IX of the Township Béarn which have not yet been organized as regards Schools.

1717-32-2

B.-O. FILTEAU,
Secretary.

No. 584-42

Quebec, August 6, 1942.

Application is made to annex to the School Municipality of the City of Sherbrooke, in the county of the same name, the following territory which shall be detached from the School Municipality of Ascot:

A territory situate in the Townships of Ascot and Orford, forming actually part of the Municipalities of Ascot, Rock Forest and the Township Orford, and whereof the limits are described as follows: to wit: Starting at the point of intersection of the South limit of the City of Sherbrooke with the West limit of the Town of Lennoxville at the summit of the North-East corner of lot No. 15a, Range VII, of the official cadastre for the Township Ascot; thence, with reference to the official cadastre, passing successively by the following lines and limitations: the East line of lot No. 15a, Range VII, the South lines of lots 15a, of Ranges VII, VIII, Nos. 15b, 15g, 15h, of Range IX, Nos. 15a, 15c, 15d, 15f, 15h of Range IX, Nos. 15a, 15c, 15d, 15f, 15h, of Range X, the East line and the South line of lot No. 14c of Range XI, this last prolonged to the axis of the Magog River, the said axis of the Magog River following it Northward to the prolongation of the South line of No. 168 of the official cadastre for the Township Orford; and with reference to the said official cadastre for the Township Orford, the said prolongation and the said South line of No. 168 as far as the South-East side of the right of way of the Canadian Pacific Railway following a curve deviating towards the right to the limit of the City of Sherbrooke; thence, following the present limit of the City of Sherbrooke passing by the following lines and limitations; the said axis of the road separating Ranges I and II of the Township Or-

du cadastre officiel du canton d'Ascot, et en référant audit cadastre officiel du canton d'Ascot, ledit prolongement et ladite ligne est du lot N° 16b, rang IX la ligne nord des lots Nos 15c, 15a rang VIII, la ligne ouest du lot N° 15b, et du lot de subdivision N° 15a-78, rang VIII, les lignes sud et est dudit lot de subdivision N° 15a-78, rang VIII, et les lignes nord des lots Nos 15a, rang VIII, et 15a rang VII, jusqu'au point de départ."

1752-32-2-o

Pour le surintendant,
B.-O. FILTEAU.

N° 584-42

Québec, le 11 août 1942.

Dans l'avis publié dans la *Gazette Officielle de Québec* du 8 août, concernant la municipalité scolaire de la Ville de Sherbrooke, il faut lire dans la 2ème ligne: "Scolaire catholique de la Cité de Sherbrooke" au lieu de la Ville de Sherbrooke et, dans la 4ème ligne, il faut remplacer de la municipalité scolaire d'Ascot par "des municipalités scolaires du canton d'Ascot et du canton d'Orford".

1793-o

ford prolonged to the axis of the Magog River, the axis of the Magog river to the prolongation of the East line of lot No. 16b, Range IX, of the official cadastre of the Township Ascot, and with reference to the said official cadastre for the Township Ascot, the said prolongation and the said East line of lot No. 16b, Range IX, the North line of lots Nos. 15c, 15a Range VIII, the West line of lot No. 15b, and of subdivision lot No. 15a-78, Range VIII, the South and East lines of subdivision lot No. 15a-78, Range VIII, and the North lines of lots Nos. 15a, Range VIII, and 15a, Range VII, to the starting point.

1752-32-2

B. O. FILTEAU,
For the Superintendent.

No. 584-42

Quebec, August 11th, 1942.

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of August 8th, respecting the School Municipality of the Town of Sherbrooke, please read, in the 2nd line: "Catholic School Municipality of the City of Sherbrooke" instead of "the Town of Sherbrooke" and, in the 4th line, please replace "of the School Municipality of Ascot" by the "School Municipalities of the Township of Ascot and the Township of Orford".

1793

Lettres Patentes par Proclamation

Letters Patent by Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET,

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelle pourront concerner.—SALUT.

LETTRES PATENTES

ATTENDU que la ville de Sainte-Rose, par sa requête du 2 mars 1942, demande que sa charte (Loi 8 George V, chapitre 98) soit modifiée en y abrogeant l'article 17 et en remplaçant ledit article par la disposition correspondante de la Loi des cités et villes, 1941, c'est à dire par l'article 134 du chapitre 233 des Statuts Refondus de Québec 1941;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 24 juillet 1942 et portant les numéros 1737, et conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des cités et villes, chapitre 233, S.R.Q., 1941, Nous avons modifié et, par les présentes lettres patentes, modifions la charte de la ville de Sainte-Rose (8 George V, chapitre 98), en y abrogeant l'article 17, en le remplaçant par l'article 134 de la Loi des cités et villes, S.R.Q., 1941, chapitre 233; lesdites lettres patentes devront entrer en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette Officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

LETTERS PATENT

WHEREAS the Town of Sainte-Rose, by its petition of March 2nd, 1942, requests that its charter (Act 8 George V, chapter 98) be amended by the repealing of article 17 and by replacing the said article by the corresponding provision of the Cities and Towns' Act, 1941, namely by article 134 of chapter 233 of the Revised Statutes of Québec, 1941;

WHEREAS all the formalities required by the Act have been accomplished;

THEREFORE, with advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated July 24th, 1942 and bearing number 1737, and pursuant to the provisions of paragraph 2 of article 2 of the Cities' and Towns' Act, chapter 233, R.S.Q., 1941, We have amended and by the present Letters Patent do amend the charter of the Town of Sainte-Rose (8 George V, chapter 98) by repealing article 17 and replacing the same by article 134 of the Cities' and Towns' Act, R.S.Q., 1941, chapter 233; the said letters patent shall come into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour d'août en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
1787-o JEAN BRUCHESI.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of August, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-two and the Sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
1787 Under Secretary of the Province.

Liquidation—avis de

Avis est par les présentes donné que les membres du syndicat coopératif "La Ménagère de Mistassini" ont, le 12 mars 1942, passé une résolution relativement à la liquidation volontaire et à la dissolution dudit syndicat coopératif, suivant les dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q., 1941, ch. 278), et que MM. Lefaiivre, Marmette & Lefaiivre, syndics licenciés, de la cité de Québec, ont été nommés liquidateurs des biens de la société.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 8 août 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
1778-o JEAN BRUCHESI.

Winding up notice

Notice is hereby given that the members of the cooperative syndicate "La Ménagère de Mistassini", on the 12th of March, 1942, passed a resolution respecting the voluntary winding-up and the dissolution of the said cooperative syndicate, pursuant to the provisions of the Act respecting the Voluntary winding-up of Joint Stock Companies (R.S.Q., 1941, ch. 278), and that Messrs. Lefaiivre, Marmette & Lefaiivre, licensed trustees, of the City of Quebec, have been appointed liquidators to the assets of the society.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 8th of August, 1942.

JEAN BRUCHESI,
1778 Under Secretary of the Province.

Ministère de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Gatineau, sous le nom de "Société Coopérative Agricole des Producteurs de Pommes de Terre de Messines, Cté Gatineau" et que son principal siège d'affaires est à Messines, comté de Gatineau.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce sixième jour d'août 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1790-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Bellechasse, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Gervais Cté Bellechasse" et que son principal siège d'affaire est à St-Gervais & Protais, comté de Bellechasse.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Gatineau, under the name of "Société Coopérative Agricole des producteurs de Pommes de Terre de Messines, Comté Gatineau", and that its principal place of business is at Messines, county of Gatineau.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other objects useful to the agricultural class, the purchase, preservation transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this sixth day of August, 1942.

ADRIEN MORIN,
1790 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Bellechasse, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Gervais, Cté Bellechasse", and that its principal place of business is at St. Gervais & Protais, county of Bellechasse.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development

l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce sixième jour d'août 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1791-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de l'Islet, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Jean-Port-Joli" et que son principal siège d'affaires est à St-Jean-Port-Joli, comté de l'Islet.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce septième jour d'août 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1792-o ADRIEN MORIN.

AVIS PUBLIC

Concernant la société d'agriculture,
Division A, du comté d'Abitibi.

Attendu qu'il existe dans la division A du comté d'Abitibi une société d'agriculture composée des cercles agricoles formés dans ladite division et ainsi organisée antérieurement à la Loi 6 George VI, chapitre 41;

Vu le pouvoir accordé au ministre de l'Agriculture par l'article 5 de ladite loi:

Avis est par les présentes donné que le ministre de l'Agriculture reconnaît l'existence de la société d'agriculture, division A, du comté d'Abitibi ainsi formée.

Québec, ce 12 août 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1800-o ADRIEN MORIN.

AVIS PUBLIC

Concernant la société d'agriculture,
Division B, du comté d'Abitibi.

Attendu qu'il existe dans la division B du comté d'Abitibi une société d'agriculture composée des cercles agricoles formés dans ladite division et ainsi organisée antérieurement à la Loi 6 George VI, chapitre 41;

Vu le pouvoir accordé au ministre de l'Agriculture par l'article 5 de ladite loi:

Avis est par les présentes donné que le ministre de l'Agriculture reconnaît l'existence de la société d'agriculture, division B, du comté d'Abitibi ainsi formée.

Québec, ce 12 août 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1801-o ADRIEN MORIN.

of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this sixth day of August, 1942.

ADRIEN MORIN,
1791 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of L'Islet, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Jean-Port-Joli", and that its principal place of business is at St-Jean-Port-Joli, County of L'Islet.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this seventh day of August, 1942.

ADRIEN MORIN,
1792 Acting Deputy Minister of Agriculture.

PUBLIC NOTICE

Respecting the Agricultural Association
Division A, of the County of Abitibi.

Whereas there exists in Division A of the County of Abitibi, an Agricultural Association composed of Farmers' Clubs formed in the said division and so organized previously to the Act 6 George VI, chapter 41;

In view of the power granted to the Minister of Agriculture by article 5 of the said Act:

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture recognizes the existence of the Agricultural Society, Division A of the County of Abitibi, so formed.

Quebec, August 12th, 1942.

ADRIEN MORIN,
1800 Acting Deputy Minister of Agriculture.

PUBLIC NOTICE

Respecting the Agricultural Association
Division B, of the County of Abitibi.

Whereas there exists in Division B of the County of Abitibi, an Agricultural Association composed of Farmers' Clubs formed in the said division and so organized previously to the Act 6 George VI, chapter 41;

In view of the power granted to the Minister of Agriculture by article 5 of the said act:

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture recognizes the existence of the Agricultural Society, Division B, of the County of Abitibi, so formed.

Quebec, August 12th, 1942.

ADRIEN MORIN,
1801 Acting Deputy Minister of Agriculture.

AVIS PUBLIC

Concernant la société d'agriculture, Division A,
du comté de Charlevoix

Attendu qu'il existe dans la division A du comté de Charlevoix une société d'agriculture composée des cercles agricoles formés dans ladite division et ainsi organisée antérieurement à la Loi 6 George VI, chapitre 41;

Vu le pouvoir accordé au ministre de l'Agriculture par l'article 5 de ladite loi:

Avis est par les présentes donné que le ministre de l'Agriculture reconnaît l'existence de la société d'agriculture, division A, du comté de Charlevoix ainsi formée.

Québec, ce 12 août 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1802-o ADRIEN MORIN.

AVIS PUBLIC

Concernant la société d'agriculture, Division B,
du comté de Charlevoix

Attendu qu'il existe dans la division B du comté de Charlevoix une société d'agriculture composée des cercles agricoles formés dans ladite division et ainsi organisée antérieurement à la Loi 6 George VI, chapitre 41;

Vu le pouvoir accordé au ministre de l'Agriculture par l'article 5 de ladite loi:

Avis est par les présentes donné que le ministre de l'Agriculture reconnaît l'existence de la société d'agriculture, division B, du comté de Charlevoix ainsi formée.

Québec, ce 12 août 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1803-o ADRIEN MORIN.

AVIS PUBLIC

Concernant la société d'agriculture
du comté de Témiscamingue.

Attendu qu'il existe dans le comté de Témiscamingue une société d'agriculture composée des cercles agricoles formés dans ledit comté et ainsi organisée antérieurement à la Loi 6 George VI, chapitre 41;

Vu le pouvoir accordé au ministre de l'Agriculture par l'article 5 de ladite loi:

Avis est par les présentes donné que le ministre de l'Agriculture reconnaît l'existence de la société d'agriculture du comté de Témiscamingue ainsi formée.

Québec, ce 12 août 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1804-o ADRIEN MORIN.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M^{re} Malcolm MacLennan, notaire, demeurant à Mont-Royal et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de

PUBLIC NOTICE

Respecting the Agricultural Association Division
A, of the County of Charlevoix

Whereas there exists in Division A of the County of Charlevoix, an Agricultural Association composed of Farmers' Clubs formed in the said Division and so organized previously to the Act 6 George VI, chapter 41;

In view of the power granted to the Minister of Agriculture by article 5 of the said Act:

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture recognizes the existence of the Agricultural Society, Division A of the County of Charlevoix, so formed.

Quebec, August 12th, 1942.

ADRIEN MORIN,
1802 Acting Deputy Minister of Agriculture.

PUBLIC NOTICE

Respecting the Agricultural Association Division
B, of the County of Charlevoix

Whereas there exists in Division B of the County of Charlevoix, an Agricultural Association composed of Farmers' Clubs formed in the said division and so organized previously to the Act 6 George VI, chapter 41;

In view of the power granted to the Minister of Agriculture by article 5 of the said Act:

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture recognizes the existence of the Agricultural Society Division B, of the County of Charlevoix, so formed.

Quebec, August 12th, 1942.

ADRIEN MORIN,
1803 Acting Deputy Minister of Agriculture.

PUBLIC NOTICE

Respecting the Agricultural Association
of the County of Témiscamingue.

Whereas there exists in the County of Témiscamingue, an Agricultural Association composed of Farmers' Clubs formed in the said county and so organized previously to the Act 6 George VI, chapter 41;

In view of the power granted to the Minister of Agriculture by article 5 of the said Act:

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture recognizes the existence of the Agricultural Society of the County of Témiscamingue, so formed.

Quebec, August 12th, 1942.

ADRIEN MORIN,
1804 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by M^{re} Malcolm MacLennan, Notary, residing at Mount Royal and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of

Mtre John Fleming Reddy, en son vivant notaire de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Mtre John Fleming Reddy, in his lifetime Notary of Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, ce 27 juillet 1942.

Quebec, this 27th July, 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
1662—31-5-0 JEAN BRUCHESI.

JEAN BRUCHESI,
1662—31-5 Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par Mtre Malcolm MacLennan, notaire, demeurant à Mont-Royal et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Mtre William-B.-S. Reddy, qui a cessé de pratiquer comme notaire, de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mtre Malcolm MacLennan, Notary, residing at Mount Royal and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Mtre William B. S. Reddy, who has ceased to practise as Notary, of Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, ce 27 juillet 1942.

Quebec, July 27, 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
1663—31-5-0 JEAN BRUCHESI.

JEAN BRUCHESI,
1663—31-5 Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Maurice Delâge, notaire, demeurant et pratiquant à Québec, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de monsieur le notaire Aurèle Leclerc, registraire, de Québec, district judiciaire de Québec.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Maurice Delâge, Notary, residing and practising at Quebec, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Notary Aurèle Leclerc, Registrar, of Quebec, judicial district of Quebec.

Québec, ce 3 juillet 1942.

Quebec, July 3, 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
1720-32-5-0 JEAN BRUCHESI.

JEAN BRUCHESI,
1720-32-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

His Honour the Lieutenant-Governor has been Pleased, with the advice and consent of the executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, 30 juillet 1942.

Quebec, July 30th, 1942.

MM. Georges N. Thompson, manufacturier, Robert G. Crowell, inspecteur, Joseph-L. Deslières marchand, J.-B.-Eric Poissant, agent, tous de Sutton, et George H. Ingalls, fermier, de Glen Sutton: commissaires pour tenir la cour des commissaires de Sutton, comté de Brôme, dans le district de Bedford.

Messrs. Georges N. Thompson, manufacturer, Robert G. Crowell, inspector, Joseph L. Deslières, merchant, J. B. Eric Poissant, agent, all of Sutton, and George H. Ingalls, of Glen Sutton: to be Commissioners, for the holding of the Commissioners' Court of Sutton, County of Brome, District of Bedford.

M. J.-Rodrigue Labonté, agent d'assurances, de Saint-Rémi d'Amherst: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Terrebonne. 1805-0

Mr. J. Rodrigue Labonté, insurance agent, of Saint-Rémi d'Amherst: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Terrebonne. 1805

Soumissions

Tenders

LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC

THE QUEBEC STREAMS COMMISSION

Avis aux Entrepreneurs

Request for Tenders

Des soumissions cachetées, adressées au président de la Commission des Eaux Courantes de Québec, aux soins de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, Edifices du Parlement, Québec, seront reçues jusqu'à midi, mercredi le 19 août 1942, pour la construction du barrage-réservoir du Lac Morin, sur la rivière Fourchue, tributaire de la Rivière-du-Loup, dans le comté de Kamou-

Sealed tenders, addressed to the President of the Quebec Streams Commission, care of The Honourable Minister of Lands and Forest, Parliament Buildings, Quebec, will be received until noon Wednesday, August 19th, 1942, for the construction of Lake Morin Storage Works, on River Fourchue, tributary to River-du-Loup, in the county of Kamouraska-River-du-Loup,

raska-Rivière-du-Loup, comprenant une partie en béton avec digues mixtes en enrochements et en terre et tous autres travaux requis pour la création de ce réservoir.

Copies des plans, du devis et cahier des charges, et de la formule de soumission, pourront être obtenues au bureau de la Commission des Eaux Courantes, chambre 222, Nouveau Palais de Justice, Montréal.

On ne prendra en considération que les soumissions rédigées sur les formules régulières fournies par la Commission. Il s'agit d'un contrat généralement désigné: "Au prix coûtant plus une rémunération fixe".

La soumission portera donc sur le montant fixe exigé par l'entrepreneur comme rémunération pour ses services comme agent de la Commission et sur le loyer qu'il exigera pour l'usage de son outillage, équipement et machinerie.

L'entrepreneur devra prouver à La Commission qu'il possède l'expérience nécessaire pour conduire les travaux; il devra aussi fournir une liste de l'outillage, équipement et machinerie qu'il se propose d'utiliser pour parfaire l'ouvrage.

Une soumission ne sera pas acceptée si la Commission considère que le soumissionnaire n'a pas l'expérience requise ou ne dispose pas d'outillage suffisant.

La Commission des Eaux Courantes ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Montréal, le 4 août 1942.

Le vice-président,

O. LEFEBVRE.

1723-32-2-0

consisting of a concrete section and rock-fill and earth embankments, and all other appurtenant works required.

A print of the plans, specification and form of tender, may be obtained on application to The Quebec Streams Commission's office, Room 222, New Court House, Montreal.

Only tenders made on the regular forms supplied by the Commission will be considered. The contract to be agreed upon is commonly known as: "Cost plus a fixed fee".

The tender shall then be based on the fixed amount demanded by the Contractor for his services as agent for the Commission, and on the amount of rental for his plant, equipment and machinery.

The Contractor shall give to the Commission evidence of his experience and competency to execute the work; he shall also furnish a list of all plant, equipment and machinery which he proposes to use for this construction.

No tender will be accepted if the Commission deems that the tenderer has not the required experience or cannot supply the necessary equipment.

The Quebec Streams does not bind itself to accept the lowest or any tender.

Montreal, August 4th, 1942.

O. LEFEBVRE,

Vice-President.

1723-32-2-0

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District d'Abitibi, N° R-513 } LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté aux droits de la Province, (Demandeur dans l'instance originaire), saisissant; vs GUINARD GOLD MINES LIMITÉE, corps politique et incorporé ayant son principal bureau à Rouyn, (Défenderesse dans l'instance originaire), saisie.

"Terrain minier consistant en 120 acres, situé dans le Canton Beauchastel, dans le comté de Témiscamingue. Propriété décrite comme suit: 120 acres dans la partie centrale ouest du quart sud-ouest du canton".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Michel-Archange de Rouyn, MERCREDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois d'AOÛT 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

ANTONIO BOURBEAU.

Amos, ce 21 juillet, 1942.

1616-30-2-0

[Première publication, le 25 juillet 1942]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Montréal, à savoir: N° 204298 } ALEXIS ANTAYA, employé de la Défense Nationale, domicilié à St-Germaine de Grantham,

ABITIBI

Superior Court

Canada, Province de Québec, District d'Abitibi, N° R-513 } THE ATTORNEY GENERAL OF THE PROVINCE OF QUÉBEC, representing His Majesty in the rights of the Province, (Plaintiff in original suit), seizing; vs GUINARD GOLD MINES LIMITÉE, a body politic and corporate having its head office at Rouyn, (Defendant in original suit), seized.

A mining lot consisting of 120 acres, situate in the Township Beauchastel, in the county of Témiscamingue. The property being described as follows: 120 acres in the West central part of the South Western quarter of the Township".

To be sold at the parochial church door of St-Michel-Archange de Rouyn, WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of AUGUST 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIO BOURBEAU,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Amos, July 21, 1942.

1616-30-2

[First publication, July 25th, 1942]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris.

Superior Court.—District of Athabaska.

Montreal, to wit: N° 204298 } ALEXIS ANTAYA, National Defense employee residing at St-Germain de Grantham,

district d'Arthabaska, demandeur; vs DAME YVONNE MONDOR, des cité et district de Montréal, défenderesse.

Comme appartenant au demandeur;

1. Un morceau de terre de deux cent quatorze pieds de largeur par deux arpents et quart de profondeur, plus ou moins, borné à un bout par le terrain ci-dessus décrit, en profondeur et au sud-ouest par Joseph Lauzon et du côté nord-est par la route du dixième rang, lequel morceau de terre fait partie du numéro mille cinquante quatre des Plan et livre de renvoi officiels du Canton de Grantham. (Pt. 1054).

2. Un emplacement sis et situé dans la paroisse de St-Germain de Grantham, de la contenance de cent trente trois pieds de largeur par cent trente cinq pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure lequel emplacement est connu et désigné aux Plan et livre de renvoi officiels du Canton de Grantham, comme faisant partie du lot N° mille cinquante quatre (Pt. 1054) borné comme suit: en front par le chemin public en profondeur et d'un côté par Alexis Antaya, de l'autre côté par le vendeur (Joseph Lauzon).

3. Un emplacement sis et situé dans la paroisse de St-Germain de Grantham, mesurant quatre perches et demie de largeur sur sept perches et demie de profondeur le long de la route du dixième rang, borné en front par le chemin de St-Hyacinthe, en profondeur par le terrain ci-après décrit, (c'est-à-dire le terrain ci-dessus en premier lieu désigné) du côté sud-ouest par Joseph Lauzon et du côté nord-est par la route, connue et désignée aux Plan et livre de renvoi officiels du Canton de Grantham sous le N° mille cinquante cinq (N° 1055).

Avec toutes les bâtisses érigées sur les susdits terrains.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Germain de Grantham, comté de Drummond, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Arthabaska, 12 août 1942. MAURICE MAHEU.
[Première publication, 15 août 1942] 1797—33-2-0

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Beauharnois
Province de Québec, { J. O. CLERMONT
N° 8094 { J. Ltée, demanderesse;
vs PAUL ZERCYZ & al, défendeurs; & PAMPHILE LAPLANTE, Mis-en-cause.

Saisis comme appartenant au défendeur Paul Zercyz.

Neuf (9) maisonnettes ou cabines construites sur l'Immeuble ci-après décrit, savoir: un lot de terre ou emplacement faisant partie du lot numéro 174 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Timothée, de figure triangulaire dont la base au fleuve St-Laurent mesure environ 150 pieds, un côté vers l'ouest au chemin public mesure environ 250 pieds, et l'autre côté vers l'est mesure environ 200 pieds, le tout mesure anglaise, plus ou moins et borné comme suit; au nord par le fleuve St-Laurent, au sud-ouest par le chemin public, et à l'est par le résidu du dit lot N° 174 appartenant à Eugène Léger, sans bâtisse.

district of Arthabaska, plaintiff; vs DAME YVONNE MONDOR, of the city and district of Montreal, defendant.

As belonging to the plaintiff:

1. A parcel of land measuring two hundred and fourteen feet in width by two arpents and one quarter in depth, more or less, bounded at one end by the lot of land above described, in depth, and on the South-West by Joseph Lauzon and on the North-East side by the road of the tenth Range, the said parcel of land forms a part of number one thousand and fifty four of the official plan and book of reference of the Township Grantham. (Pt. 1054).

2. An emplacement lying and situate in the parish of St-Germain de Grantham, measuring one hundred and thirty-three feet in width by one hundred and thirty-five feet in depth, more or less, without warranty as to measurement, the said emplacement is known and designated on the official plan and in the book of reference of the Township Grantham, as forming a part of lot number one thousand and fifty-four (Pt. 1054); bounded as follows: in front by the public road, in depth and on one side by Alexis Antaya, on the other side by the vendor (Joseph Lauzon).

3. An emplacement lying and situate in the parish of St-Germain de Grantham, measuring four perches and one half in width by seven perches and one half in depth along the road of the Tenth Range, bounded in front by the St-Hyacinthe Road, in depth by the lot of land hereinafter described, (that is to say the lot of land above firstly described) on the South-West side by Joseph Lauzon and on the North-East side by the highway, known and designated on the official plan and in the book of reference for the Township Grantham under number one thousand and fifty-five (No. 1055).

With all the buildings erected on the aforesaid lots of land.

To be sold at the parochial church door of St-Germain de Grantham, county of Drummond, the FIFTEENTH day of the month of SEPTEMBER, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, MAURICE MAHEU,
Arthabaska, August 12th, 1942. 1797—33-2-0
[First publication, August 15th, 1942] Sheriff.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Beauharnois
Province of Québec, { J. O. CLERMONT
No. 8094 { J. Ltée, plaintiff; vs
PAUL ZERCYZ & al, defendants; & PAMPHILE LAPLANTE, Mis-en-cause.

Seized as belonging to the defendant Paul Zercyz.

Nine (9) cottages or cabins erected on the immovable hereinafter described, namely: a lot of land or emplacement forming part of lot number 174 of the official plan and in the book of reference for the parish of St-Timothée, of triangular figure whereof the base at the St. Lawrence river measures about 150 feet, on one side towards the West at the public road measures about 250 feet, and the other side to the East measures about 200 feet, the whole English measure, more or less, and bounded as follows: on the North by the St. Lawrence River, on the South-West by the public road, and on the East by the residue of said lot No. 174 belonging to Eugène Léger, without buildings.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'Eglise paroissiale de la paroisse de St-Timothée, comté de Beauharnois, District de Beauharnois, MERCREDI le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT 1942 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, P. H. REID,
Salaberry de Valleyfield, ce 22 juillet 1942.
1624-30-2-o
[Première publication, 25 juillet 1942]

MONTCALM

Cour Supérieure

Province de Québec, } M^{lle} MARIE-
District de Montréal. } MEUDOXIE PA-
N° 184955 } QUIN, fille majeure et
usant de ses droits, de la cité et du district de
Montréal, demanderesse; vs RUDOLPH C. KEL-
LER, résidant dans la cité et district de Montréal,
défendeur.

Un lopin de terre composé: Premièrement de la "partie du lot numéro trente-cinq-"A" (P.35A) du quatrième rang (4) du cadastre officiel du canton de Clyde, bornée à l'ouest, au nord et à l'est par le résidu du même lot, lequel résidu appartient au vendeur, et bornée au sud par la partie du lot ci-après décrite en second lieu;

Deuxièmement de la partie du lot numéro trente-quatre "B" (P.34B) du quatrième rang du cadastre officiel du canton de Clyde, bornée au nord par la partie du lot ci-devant décrite en premier lieu, et à l'est, au sud et à l'ouest par le résidu du même lot, lequel résidu appartient au vendeur, avec bâtisse dessus érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Conception, VENDREDI, le VINGT-HUIT AOÛT 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GOD. LAMARCHE,
Mont-Laurier, le 21 juillet 1942. 1626-30-2
[Première publication, 25 juillet 1942]

MONTREAL

Fier Facias de Bonis et de Terris
C. S.—District d'Iberville.

Montréal, à savoir: { JOSEPH BRUNELLE,
N° 4828 } Demandeur; vs DAME
THÉRÈSE LAURETTE BOULAIS, épouse séparée de biens de René Roch Rubin Charbonneau, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Défenderesse.

1. Un emplacement ayant front sur la rue Ste-Elisabeth, en la cité de Montréal, étant le lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cents (200) des plan et livre de renvoi officiels du Quartier St-Louis, avec la maison et autres bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 1069 et 1071 de la rue Ste-Elisabeth.

2. Un emplacement situé sur la rue Casgrain, en la cité de Montréal, étant la moitié sud-est du lot connu sous le numéro deux mille cent quarante et un de la subdivision officielle du lot numéro dix (10-2141) du cadastre du village de la Côte St-Louis, laquelle moitié sud-est du lot contient dix-huit pieds de largeur par soixante-six pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, et bornée en front par la rue Casgrain, en arrière par une ruelle, au côté nord-ouest par le résidu dudit lot N° (10-2141), et du côté sud-est par le lot de subdivision numéro deux mille cent quarante-deux dudit cadastre, avec les bâtisses

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the parish of St-Timothée, county of Beauharnois, district of Beauharnois, WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of AUGUST, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. H. REID,
Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield, this 22 July, 1942.
1624-30-2
[First publication, July 25, 1942]

MONTCALM

Superior Court

Province of Quebec } M^{lle} MARIE-
District of Montreal. } MEUDOXIE PA-
No. 184955 } QUIN, spinster of the full
age of majority, and in use of her rights, of the
City and district of Montreal, Plaintiff; vs RU-
DOLPH C. KELLER, residing in the city and
district of Montreal, Defendant.

A parcel of land composed: Firstly of "part of lot number thirty-five "A" (P. 35A) of the fourth range (4) of the official cadastre of the township of Clyde, bounded towards the west, the north and the east by the residue of same lot which residue belongs to the vendor, and bounded towards the south by the part of lot hereinafter described in second place;

Secondly of part of lot number thirty-four "B" (P. 34B) of the fourth range of the official cadastre of the township of Clyde, bounded towards the north by the part of lot hereinbefore described in first place and towards the east, the south and the west by the residue of same lot which belongs to the vendor, with building thereon erected.

To be sold at the parochial church door of La Conception, FRIDAY, the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

GOD. LAMARCHE,
Sheriff's Office,
Mont-Laurier, July 21st, 1942. 1626-30-2-o
[First publication, July 25th, 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C.—District of Iberville.

Montreal, to wit: { JOSEPH BRUNELLE,
No. 4828. } Plaintiff; vs DAME
THÉRÈSE LAURETTE BOULAIS, wife separate as to property of René Roch Rubin Charbonneau, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, Defendant.

1. An emplacement fronting on Ste-Elisabeth street, in the city of Montreal, being the lot of land known and designated under number two hundred (200) on the official plan and in the book of reference for St. Louis Ward—with the house and other buildings thereon erected, bearing civic Nos. 1069 and 1071 of said Ste-Elisabeth street.

2. An emplacement situate on Casgrain street, in the city of Montreal, being the south-east half of the lot known under number two thousand one hundred and forty-one of the official subdivision of lot number ten (10-2141) of the cadastre of the Village of Côte St-Louis, the said south-east half of the lot measures eighteen feet in width by sixty-six feet in depth, English measure more or less, and is bounded in front by Casgrain street, in rear by a lane, on the north-west side by the residue of said lot No. 10-2141, and on the south-east side by the lot of subdivision number two thousand one hundred and forty-two of the

portant les Nos civiques 6442 à 6446 de ladite rue Casgrain.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUIT AOÛT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, 23 juillet 1942. [Première publication, 25 juillet 1942]

Le shérif, L.-P. CAISSE. 1628-30-2-o

said cadastre — with the buildings bearing civic Nos. 6442 to 6446 of said Casgrain street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, July 23, 1942. [First publication, July 25, 1942]

L. P. CAISSE, Sheriff. 1628-30-2

Fieri Facias de Terris

C. C.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } EMMA LAFRAMBOI-
172031 } SE, veuve de Cléophas
St-Aubin, demanderesse; vs J. E. LAMOTHE, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Emile, en la cité de Montréal, mesurant trente-cinq pieds de largeur sur cent soixante-cinq pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, étant la redivision neuf cent soixante-une du lot originaire numéro cent vingt-six, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec la maison cottage portant le N° 10724 de la rue Emile, et autres bâtisses y érigées et les servitudes actives et passives y attachées, spécialement celle de passage et de vue établie en l'acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous N° 98, sur partie de l'emplacement susdécrit et partie de la redivision neuf cent soixante du dit lot originaire numéro cent vingt-six, ainsi que le tout se trouve présentement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPT AOÛT prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$400 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Savard, daté le 17 juillet 1942.

Bureau du shérif, Montréal, 21 juillet 1942. [Première publication, 25 juillet 1942]

Le shérif, L. P. CAISSE. 1627-30-2-o

C. C.—District of Montreal
Montreal, to wit: } EMMA LAFRAMBOI-
172031 } SE, widow of Cléo-
phas St-Aubin, plaintiff; vs J. E. LAMOTHE, defendant.

An emplacement fronting on Emile street, in the city of Montreal, measuring thirty-five feet in width by one hundred and sixty-five feet in depth, English measure and more or less, being the redivision nine hundred and sixty-one of original lot number one hundred and twenty-six on the official plan and in the book of reference for the Parish of Sault-au-Récollet—with the cottage bearing No. 10724 Emile street and other buildings thereon erected and the active and passive servitudes attached thereto, especially that of passage and view established in the deed registered at the Registry Office of Montreal, under No. 98, on part of the emplacement above described and part of the redivision nine hundred and sixty of said original lot number one hundred and twenty-six, as the whole presently subsists.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$400. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Savard, dated the 17th July, 1942.

Sheriff's Office, Montreal, July 21, 1942. [First publication, July 25, 1942]

L. P. CAISSE, Sheriff. 1627-30-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

C. S.—District d'Iberville
Montréal, à savoir: } JOSEPH BRUNELLE,
N° 4829 } demandeur; vs DAME
T. LAURETTE BOULAIS & vir. & al., défenderesses.

Comme appartenant à Béatrice Bayard Bourdeau, l'une des défenderesses.

1. Un emplacement ayant front sur la rue St-Urbain, en la cité de Montréal connu et désigné comme étant les numéros douze cent huit et douze cent neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (Nos 11-1208 et 1209) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, avec maisons dessus érigées portant les nos civiques 4650 à 4660 de la dite rue St-Urbain et autres dépendances dessus érigées.

2. Un immeuble situé sur l'avenue Earnsliffe à Montréal, désigné sous le numéro cent soixante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-quatre (N° 64-165) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal contenant trente pieds de largeur sur quatre-vingt-deux pieds et huit pouces de profondeur dans la ligne sud-est, et quatre-vingt-deux pieds et sept pouces de profondeur dans la ligne nord-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées, portant les numéros 4954 et 4956 de l'avenue Earnsliffe, et dont le mur sud-est est mitoyen, le tout sujet aux droits

S. C.—District of Iberville
Montreal, to wit: } JOSEPH BRUNELLE,
No. 4829 } plaintiff; vs DAME T.
LAURETTE BOULAIS & vir & al, defendants.

As belonging to Béatrice Bayard Bourdeau, one of the defendants.

1. An emplacement fronting on St-Urbain street, in the city of Montreal, known and designated as being numbers twelve hundred and eight and twelve hundred and nine of the official subdivision of original lot number eleven (Nos. 11-1208 and 1209) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte St-Louis—with the houses thereon erected bearing civic Nos. 4650 to 4660 of said St-Urbain street, and other dependencies thereon erected.

2. An immovable situate on Earnsliffe Avenue at Montreal, designaged under number one hundred and sixty-five of the official subdivision of original lot number sixty-four (No. 64-165) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Montreal, measuring thirty feet in width by eighty-two feet and eight inches in depth in the South-East line, and eighty-two feet and seven inches in depth in the North-West line, English measure and more or less—with the buildings thereon erected, bearing Nos. 4954 and 4956 Earnsliffe Avenue, and whereof the South-East wall is mitoyen, the whole subject

et servitudes mentionnés en l'acte enregistré à Montréal sous N° 492606.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUIT AOÛT prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 22 juillet 1942. L. P. CAISSE.
[Première publication, 25 juillet 1942] 1629-30-2-0

to the rights and servitudes mentioned in the deed registered at Montreal under No. 492606.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, July 22, 1942. Sheriff.
[First publication, July 25th, 1942] 1629-30-2

Fieri Facias de Terris

C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { IROQUOIS FUEL IM-
N° 207918 } PORT COMPANY
LIMITED, demanderesse: vs LES HÉRI-
TIERS DE FEU L'ABBÉ ADELARD DE-
LORME, défendeurs.

Tous les droits des défendeurs dans, et—ou un quart indivis d'un emplacement ayant front sur la rue Wolfe, en la Cité de Montréal, avec circonstances et dépendances et toutes les bâtisses dessus construites notamment des maisons portant autrefois les numéros civiques 195 à 229, et portant actuellement les numéros civiques 1109 à 1131 de la dite rue Wolfe à Montréal, lequel dit emplacement est connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent soixante-quatorze (374) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Jacques en la Cité de Montréal, avec toutes les servitudes actives et passives inhérentes aux susdits immeubles.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT SEPT AOÛT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 22 juillet 1942. L.-P. CAISSE.
[Première publication, le 25 juillet 1942] 1630-30-2-0

Fieri Facias de Terris

S. C.—District of Montreal

Montreal, to wit: { IROQUOIS FUEL IM-
No. 207918 } PORT COMPANY
LIMITED, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE
ABBÉ ADELARD DELORME, defendants.

All the rights of the defendants in, and—ou one undivided quarter of an emplacement fronting on Wolfe street, in the city of Montreal—with circumstances and dependencies and all the buildings thereon erected, principally the houses bearing heretofore civic Nos. 195 to 229, and actually bearing civic Nos. 1109 to 1131 of said Wolfe street, Montreal, the said emplacement is known and designated as being lot number three hundred and seventy-four (374) on the official plan and in the book of reference for St. James Ward of the city of Montreal—with all the active and passive servitudes attached to the aforesaid immovables.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, July 22, 1942. Sheriff.
[First publication, July 25th, 1942] 1630-30-2

Fieri Facias de Terris

C.S.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { MYER SAGER, des
210792 } cité et district de
Montréal, faisant affaire seul sous les nom et raison sociale de Lasalle Iron Works, demandeur; vs J. SILVER *et al*, défendeurs.

Un emplacement de forme presque triangulaire situé en la cité de Montréal, ayant une superficie de 15,253 pieds carrés, mesure anglaise, composé des parties des subdivisions cent cinquante-trois, cent cinquante-quatre, cent cinquante-cinq et cent cinquante-six du lot numéro trois mille quatre cent sept (3407—Ptie 153, ptie 154, ptie 155 et ptie 156) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et étant borné comme suit: au sud par l'emprise du Chemin de fer Canadien National (vendue par Henry Hadley au Chemin de Fer du Grand Tronc, par acte de vente passé devant G.-R.-W. Kittson, notaire, le 15 juillet 1893), au nord-ouest par la subdivision cent cinquante-deux dudit lot (3407-152), au sud-est par une partie de la subdivision cent cinquante-sept dudit lot (3407-Ptie 157), et au nord-est par le lot 3469 et par les parties des lots 3408 et 3470 auxdits plan et livre de renvoi officiels (Ptie 3408, ptie 3470) avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 1505, rue Cabot, y compris le système d'arrosage, bouilloire et appareils de chauffage à l'huile et un moteur de quinze c.v. Avec le droit de passage en voiture ou autrement, en aucun temps, sur la lisière de terrain d'environ 10 pieds de largeur, prise du coin sud-est de la subdivision 152 dudit lot (3407-152).

Fieri Facias de Terris

S.C.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { MYER SAGER, of the
210792 } city and district of
Montreal, carrying on business alone under the firm name and style of Lasalle Iron Works, Plaintiff; vs J. SILVER *et al*, Defendants.

An emplacement of almost triangular figure situate in the city of Montreal, having an area of 15,253 square feet, English measure, being composed of portions of subdivisions one hundred and fifty-three, one hundred and fifty-four, one hundred and fifty-five and one hundred and fifty-six of lot number three thousand four hundred and seven (3407-Pt. 153, Pt. 154, Pt. 155 and Pt. 156) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and being bounded as follows: to the south by the right of way of Canadian National Railway (sold by Henry Hadley to the Grand Trunk Railway by deed of sale executed before G. R. W. Kittson, notary, on July 15th, 1893), to the northwest by subdivision one hundred and fifty-two of said lot (3407-152), to the southeast by a portion of subdivision one hundred and fifty-seven of said lot (3407-Pt. 157) and to the northeast by lot 3469 and by parts of lots 3408 and 3470 on the said official plan and book of reference (Pt. 3408, pt. 3470) with the building thereon erected bearing the civic No. 1505 Cabot St., including the sprinkler system, boiler and oil heating apparatus and a fifteen H.P. motor, With the right of way by carriage or otherwise at any time in the tract of land taken off the southeast corner of subdivision 152 of said lot (3407-152) of about 10 feet in width.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPT AOÛT prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$880 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. juge Fortier, en date du 22 juillet 1942.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Montréal, le 22 juillet 1942. L.-P. CAISSE.
 [Première publication, 25 juillet 1942] 1631-30-2

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$880.00, shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Fortier, dated July 22nd, 1942.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
 Montreal, July 22nd, 1942. Sheriff.
 [First publication, July 25th, 1942] 1631-30-2-o

Fieri Facias De Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
 Montréal, à savoir: } DAME MAUD LUVIA
 N° 204704 } BREWSTER, veuve
 de Harry Martin Levenson-Gower, demanderesse; contre DAME LOUISE ESTELLE CLARKSON, veuve de Edwin J. Cox, défenderesse.

"Un emplacement situé en la cité de Montréal (autrefois la municipalité de Côte des Neiges) dans le district de Montréal, ayant front sur l'avenue Highland, mesurant cinquante pieds de largeur en front et trente-cinq pieds de largeur en arrière, sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds sur la ligne de côté sud-est, et composé des lots de subdivision numéros quarante-quatre et soixante et un, du lot numéro cent soixante-six, aux plan et livre de renvoi officiels du village de Côte des Neiges (166-44 et 61), borné comme suit: en front par l'avenue Highland, en arrière par une ruelle en commun, d'un côté au sud-est par les lots de subdivision numéros quarante-cinq et soixante, dudit lot numéro cent soixante-six, et de l'autre côté au nord-ouest par le lot numéro cent soixante-cinq.

Avec le droit de passage, dans ladite ruelle située en arrière, en commun avec d'autres y ayant droit.

Avec ledit cottage dessus érigé portant le numéro civique 4105 (autrefois 25) avenue Highland.

Avec tous et chacun des droits, membres et dépendances s'y rapportant, sans aucune exception ou réserve."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUIT SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$650 sera exigé de tout offrant et enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Forest, en date du 2 décembre 1941.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Montréal, le 10 août 1942. L. P. CAISSE.
 [Première publication, 15 août 1942] 1794-33-2

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Nicolet
 Province de Québec, } ALEXANDRE DES-
 N° 975 } ROSIERS, méde-

cin vétérinaire de St-Célestin, district de Nicolet, demandeur; vs PIERRE BERGERON, de la paroisse de St-Célestin, aujourd'hui décédé et représenté par sa succession qui se compose de Dame Delphine Cormier, son épouse, Zéphirim, Yvanhoe et Aimé Bergeron, tous de la paroisse de St-Célestin de Nicolet, et sujets aux droits comme aux obligations dudit feu Pierre Bergeron, en leur qualité d'héritiers à sa succession, défendeurs.

La moitié latérale et longitudinale sud-ouest du lot numéro deux cent vingt et un (N° 221) au cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de St-Célestin; de même qu'une autre terre portant le numéro deux cent vingt-huit (N° 228) pour la même paroisse, ci-devant pro-

Fieri Facias De Terris

Superior Court.—District of Montreal
 Montreal, to wit: } DAME MAUD LUVIA
 No. 204704 } BREWSTER, widow
 of the late Harry Martin Levenson-Gower, plain-
 tiff; vs DAME LOUISE ESTELLE CLARKSON, widow of the late Edwin J. Cox, defendant.

"An emplacement situate in the City of Montreal (formerly the Municipality of Cote des Neiges) in the district of Montreal, fronting on Highland Avenue, measuring fifty feet in width in front and thirty-five in width in rear, by a depth of eighty-two feet on the South-east side line, and composed of subdivision lots numbers forty-four and sixty-one, of lot number one hundred and sixty-six, on the Official Plan and Book of Reference of the Village of Cote des Neiges (166-44 and 61), bounded as follows:—in front by Highland Avenue, in rear by a lane in common on one side to the South-east by subdivision lots numbers forty-five and sixty, of said lot number one hundred and sixty-six, and on the other side to the North-west by lot number one hundred and sixty-five.

With the right of passage in said lane situate in rear in common with others having rights therein.

With the self-contained cottage bearing the civic No. 4105 (formerly 25) Highland Avenue aforesaid thereon erected.

With all and every the rights, members and appurtenances thereunto belonging without exception or reserve of any kind."

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$650. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated December 2nd. 1941.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
 Montreal, August 10th, 1942. Sheriff.
 [First publication, August 15th 1942] 1794-33-2-o

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Nicolet
 Province of Québec, } ALEXANDRE DES-
 No. 975 } ROSIERS, veteri-

nary surgeon, of St-Célestin, district of Nicolet, plaintiff; vs PIERRE BERGERON, of the parish of St-Célestin, now deceased and represented by his Estate which is composed of Dame Delphine Cormier, his wife, Zéphirim, Yvanhoe and Aimé Bergeron, all of the parish of St-Célestin de Nicolet, and subject to the rights as well as to the obligations of the said late Pierre Bergeron in their quality of heirs to his estate, defendants.

The South-West lateral and longitudinal half of lot number two hundred and twenty-one (No. 221) of the official cadastre of the County of Nicolet, for the parish of St-Célestin; as well as an other farm bearing number two hundred and twenty-eight (No. 228) of the same parish, here-

priété du défendeur Pierre Bergeron, décédé, en la possession de ses héritiers savoir: Dame Delphine Cormier, son épouse, Zéphirim, Yvanhoe et Aimé Bergeron, tous de St-Célestin.

Cette terre sera revendue le VINGT CINQUIÈME jour du mois d'AOÛT prochain, 1942, à la porte de l'église paroissiale de St-Célestin, district de Nicolet, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-H. ROUSSEAU. Sheriff's Office,
Nicolet, 20 Juillet, 1942. 1617-30-2-0
[Première publication, 25 juillet 1942]

Fieri Facias de Terris.

Cour Supérieure.—District de Nicolet.

Province de Québec, } ATTENDU que JOSEPH DUPUIS, courrier rural, domicilié à Ste-Eulalie, district de Nicolet, agissant aux présentes en sa qualité de curateur à la personne et aux biens de Walter Dupuis, interdit, domicilié à l'Hôtel-Dieu de Nicolet, district de Nicolet, Demandeur; vs ALFRED BELLEFEUILLE, Défendeur; & JEAN-JACQUES ST-PIERRE, Curateur au délaissement.

Une terre située à St-Samuel, dans le quinzième rang du canton d'Aston, de quatre arpents de large à son fronteau sud, et environ cinq arpents de large, au fronteau nord, entre Rodolphe Godin, au nord-est, et Félix Beaudoin au sud-ouest; et connue et désignée comme étant la juste et égale moitié sud-ouest du lot numéro cent seize (½ S.-O. 116) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Eulalie, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Samuel, district de Nicolet, MARDI, le QUINZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, 1942, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-H. ROUSSEAU. Sheriff's Office,
Nicolet, 12 août 1942. 1799-33-2-0
[Première publication, 15 août 1942]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, } DAME CLEMMAY HINKSON, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, veuve de feu Charles William Clark, en son vivant, gérant d'hôtel dans la dite cité de Sherbrooke, dit district, DORIS ELISABETH CLARK, ELISABETH ANN CLARK, toutes deux fileuses et majeures, et CHARLES WILLIAM CLARK, sous-officier dans le Régiment des Fusilliers, tous de la cité de Sherbrooke, demandeurs; vs CHARLES R. BROWN, du canton de Stanstead, district de St-François, défendeur.

Seisis comme appartenant au dit défendeur:

Tous ces certains terrains situés dans le canton de Stanstead, connus et désignés sur le plan cadastral et dans le livre de renvoi officiels pour le dit canton de Stanstead, comme étant la demie indivise du lot (687) six cent quatre-vingt-sept, et tous les lots huit cent dix-sept (817) huit cent vingt (820) huit cent vingt-et-un et huit cent vingt-deux (821-822); ensemble avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

tofore the property of the defendant Pierre Bergeron, deceased, in the possession of his heirs namely: Dame Delphine Cormier, his wife, Zéphirim, Yvanhoe and Aimé Bergeron, all of St-Célestin.

The said land to be resold on the TWENTY-FIFTH day of the month of AUGUST next, 1942, at the parochial church door of St-Célestin, district of Nicolet, at TEN o'clock in the forenoon, (Daylight Saving Time).

J. H. ROUSSEAU, Sheriff.
Sheriff's Office,
Nicolet, July 20, 1942. 1617-30-2-0
[First publication, July 25, 1942]

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Nicolet.

Province of Quebec, } WHEREAS, JOSEPH DUPUIS, rural postman, domiciled at Ste-Eulalie, district of Nicolet, hereby acting in his quality of Curator to the person and property of Walter Dupuis, interdicted domiciled at "l'Hôtel-Dieu de Nicolet", District of Nicolet, plaintiff; vs ALFRED BELLEFEUILLE, defendant, and JEAN JACQUES ST-PIERRE, Curator to the abandonment.

A farm situate at St-Samuel, in the fifteenth Range of the Township of Aston, measuring four arpents in width on its Southern fronteau and about five arpents in width on the Northern fronteau, between Rodolphe Godin on the Northeast and Félix Beaudoin on the Southwest, and known and designated as being the exact and equal Southwest half of lot number one hundred and sixteen (S.W. ½ 116), on the official cadastre of the County of Nicolet, for the parish of Ste-Eulalie—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Samuel, District of Nicolet, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of the month of SEPTEMBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, Daylight Saving Time.

J. H. ROUSSEAU, Sheriff.
Sheriff's Office,
Nicolet, August 12th, 1942. 1799-33-2
[First publication, August 15th, 1942]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, } DAME CLEMMAY HINKSON, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, widow of the late Charles William Clark, in his lifetime, hotel-manager of Sherbrooke, said district, DORIS ELISABETH CLARK, ELISABETH ANN CLARK, both spinsters of full age, and CHARLES WILLIAM CLARK, non commissioned officer of the Sherbrooke Fusilier Regiment, all of Sherbrooke, said district, Plaintiffs; vs CHARLES R. BROWN, of the Township of Stanstead, district of St. Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

Those certain tracts of land situate in the Township of Stanstead, known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said Township of Stanstead, as the undivided half of lot six hundred and eighty-seven (687), and the whole of lots eight hundred and seventeen (817), eight hundred and twenty (820), eight hundred and twenty-one and eight hundred and twenty-two (821-822); together with the buildings, betterments and improvements thereon erected and made.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'Hôtel de Ville de Ayer's Cliff, JEUDI, le VINGT-SEPT du mois d'AOÛT prochain, à DIX heures a.m.

To be sold "en bloc" at the door of the Town Hall of Ayer's Cliff, THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH of AUGUST next, at TEN a. m.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, ce 22 juillet 1942.
[Première publication, 25 juillet 1942]

Sheriff's Office,
Sherbrooke, this 22nd of July 1942. 1633-30-2-o
[First publication, July 25th, 1942]

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ORDRE EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 2013

Number 2013

Québec, ce 12 août 1942.

Quebec, August 12, 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant des modifications au décret relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec.

Concerning modifications to the decree relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), le Comité conjoint de l'industrie de la boîte de carton gaufré de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 561, du 11 mars 1942, relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec;

Whereas pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec has presented to the Minister of Labour a request to modify decree number 561, of March 11, 1942 relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 16 mai 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of May 16, 1942;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

Attendu que le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a, conformément aux dispositions de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 8253 et ses modifications, autorisé les augmentations de salaire ci-après prévues;

Whereas the Regional War Labour Board of Quebec, pursuant to the provisions of Federal Order in Council P.C. 8253, and its modifications, has authorized the wage increases hereinafter given;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 561 soit modifié de la façon suivante:

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 561, be modified in the following manner:

1. Les mots "des mécaniciens de machines fixes, des chauffeurs de bouilloires" sont ajoutés au premier alinéa de l'article II, à la suite des mots "de même que celui".

1. The words "Stationary Enginemen, Boiler Firemen (Stokers)" are added to the first paragraph of section II, after the words "as well as that".

2. Les dispositions suivantes sont ajoutées au paragraphe "a" de l'article II (liste des taux minima pour opérations classifiées):

2. The following provisions are added to subsection "a" of section II (list of minimum rates for classified operations):

	Salaires horaires:		Rate per hour:	
	1er semestre	après 6 mois d'expérience.	First 6 months	After 6 months experience
"Assistant-contremaître"	\$ 0.45	\$ 0.50	\$ 0.45	\$ 0.50
Préposés à la machine à piquer	0.30	0.35	0.30	0.35
Préposés à la presse à découper	0.30	0.35	0.30	0.35
Chauffeurs de bouilloires	0.35	0.35	0.35	0.35
Mécaniciens de machines fixes de quatrième classe	0.45	0.45	0.45	0.45
Mécaniciens de machines fixes de troisième classe	0.50	0.50	0.50	0.50
Mécaniciens de machines fixes de deuxième classe	0.60	0.60	0.60	0.60
"Assistant-foreman"			\$ 0.45	\$ 0.50
Operator-stitching machine			0.30	0.35
Operator-die pressing			0.30	0.35
Firemen (stoker)			0.35	0.35
Fourth class stationary engineman			0.45	0.45
Third class stationary engineman			0.50	0.50
Second class stationary engineman			0.60	0.60

Toutefois, dans l'île de Montréal et dans les municipalités incluses dans un rayon de cinq (5) milles autour de ses limites, les taux de salaire

However, in the Island of Montreal and in the municipalities included in a radius of five (5) miles around its limits, the minimum rates of

minima des chauffeurs de bouilloires et des mécaniciens de machines fixes doivent être majorés de dix pour cent (10%)."

3. La liste des taux minima, aux fins de calcul de la moyenne, apparaissant au paragraphe "b" de l'article II, est remplacée par la suivante:

<i>"Employés de sexe masculin:</i>	<i>Salaires horaires</i>
Contremaîtres	\$ 0.70
Assistants-contremaîtres.....	0.65
Gaufreurs	0.65
Préposés à l'impression	0.60
Découpeurs	0.55
Mortaiseurs	0.55
Découpeurs de pans	0.55
Préposés au striage et au mortaisage de barres.....	0.55
Aides—machines à gaufrer.....	0.55
Préposés au fonctionnement des machines à appliquer la toile gommée.....	0.45
Chauffeurs de camions.....	0.45
Préposés à l'entretien général.....	0.45
Fournisseurs et receveurs.....	0.45
Préposés à la machine à piquer.....	0.45
Préposés à la presse à découper.....	0.45
Aides en général.....	0.40
Aides—expédition.....	0.40
Préposés à l'enveloppement et au ficelage.....	0.45
Préposés à l'emballage.....	0.40
Préposés au déchargement du carton.....	0.40
Gardiens.....	0.40
Employés généraux.....	0.40
Machinistes.....	0.65
Chauffeurs de bouilloires.....	0.50
Mécaniciens de machines fixes de quatrième classe.....	0.65
Mécaniciens de machines fixes de troisième classe.....	0.70
Mécaniciens de machines fixes de deuxième classe.....	0.80

4. A l'Article IV, les mots "y compris les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs de bouilloires, mais" sont ajoutés à la suite des mots "La durée du travail pour tous les salariés".

1808-o W. LEARMONTH, Greffier adjoint du Conseil Exécutif.

ORDRE EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2012

Québec, ce 12 août 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une modification au décret relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans les comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, a présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2685, du 9 octobre 1941, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans les comtés sus-mentionnés;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 20 juin 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

wages of firemen (stokers) and stationary engine-men must be increased by ten per cent (10%)."

3. The list of maximum rates, for purposes of computing the average, contained in subsection "b" of section II is replaced by the following:

<i>"Male employees:</i>	<i>Rate per hour</i>
Foremen.....	0.70
Ass't-foremen.....	0.65
Operators—Corrugating.....	0.65
Operators—Printing.....	0.60
Operators—Slitting.....	0.55
Operators—Slotting.....	0.55
Operators—Flap Cutting.....	0.55
Operators—Bar Creasing and Slotting....	0.55
Helpers—Corrugating Machine.....	0.55
Operators—Taping Machine.....	0.45
Truck Drivers.....	0.45
General Maintenance Men.....	0.45
Feeders and Tailors.....	0.45
Operators—stitching machine.....	0.45
Operators—die pressing.....	0.45
General helpers.....	0.40
Shipping room helpers.....	0.40
Bundling & Tying.....	0.45
Baling.....	0.40
Board Unloading.....	0.40
Watchmen.....	0.40
General Employees.....	0.40
Machinists.....	0.65
Firemen (Stokers).....	0.50
Fourth class Stationary Enginemen.....	0.65
Third Class, Stationary Enginemen.....	0.70
Second class Stationary Enginemen.....	0.80"

4. To section IV, the words "including stationary engine-men and firemen (stokers) but, are added after the words "the duration of work for all employees".

1808-o W. LEARMONTH, Deputy-Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2012

Quebec, August 12, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a modification to the decree relating to the barber and hairdresser trades in Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers of the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm has presented to the Minister of Labour a request to modify decree number 2685, of October 9, 1941, relating to the Barber and Hairdresser trades in the counties hereabove mentioned;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on June 20, 1942;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 2685 soit modifié de la façon suivante:

1. Les mots "Enfants \$2.00" apparaissant dans la liste des prix minima des services, à l'article VI, sont radiés.

W. LEARMONTH,
1807-o Greffier-adjoint du Conseil Exécutif.

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour that the said decree number 2685 be modified in the following manner:

1. The words "Children . . . \$2.00" mentioned in the list of minimum prices for services, in section VI, are stricken off.

W. LEARMONTH,
1807-o Deputy-Clerk of the Executive Council.

Commission du salaire minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

NOTICE

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, maintenant en vigueur jusqu'au 1er septembre 1943, l'ordonnance numéro 14 de la Commission du Salaire minimum concernant les édifices publics, district de Montréal, a été approuvé par l'ordre en conseil numéro 2006, du 12 août, 1942.

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, extending until September 1, 1943, ordinance number 14 of the Minimum Wage Commission concerning public buildings, District of Montreal, has been approved by Order in Council number 2006, of August 12, 1942.

Le secrétaire du Travail,
J. O'CONNELL-MAHER,
Ministère du Travail,
Québec ce 15 août, 1942.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of the Department,
Department of Labour,
Quebec, August 15, 1942.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordonnance N° 14

Ordonance No. 14

(Édifices publics, district de Montréal)

(Public Buildings, District of Montreal)

Ordonnance de renouvellement

Ordinance of Renewal

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit:

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1 *Prolongation de l'ordonnance N° 14*: L'ordonnance N° 14 de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, concernant les employés préposés à l'entretien des édifices publics dans le district de Montréal, datée du 12 août 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 10 septembre 1938 par arrêté portant le numéro 1843, et postérieurement renouvelée et amendée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er septembre 1943.

1 *Prolongation of Ordinance No. 14*: Ordinance No. 14 of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, concerning employees engaged in the maintenance of public buildings in the District of Montreal, date August 12, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on September 10, 1938, by Order in Council No. 1843, and subsequently renewed and amended, is maintained in force until September 1, 1943.

2 *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

2 *Coming into Force*: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Fait et daté à Québec, ce vingt juillet mil neuf cent quarante-deux.

Passed and dated at Quebec, this twentieth day of the month of July, in the year one thousand nine hundred and forty-two.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE, Members.
" H. LOUDIN.

[Sceau]
Copie conforme,
Le commissaire,
J.-A. BOUTHILLETTE. 1806-o

[Seal]
True copy,
J. A. BOUTHILLETTE,
Member. 1806-o

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION DE RÈGLEMENT

NOTICE OF MODIFICATION OF BY-LAWS

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que les règle-

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the by-laws

ments du comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3121, du 19 novembre 1941, ont été modifiés de la façon suivante:

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 22 des dits règlements relatif au certificat de qualification:

"Personne ne peut ouvrir ou tenir, pour son propre compte, un salon de barbier, de coiffure ou de beauté à moins d'avoir terminé sa période d'apprentissage ou d'avoir à son emploi, en charge dudit salon, une personne qui a terminé sa période d'apprentissage."

Le secrétaire du Travail,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, ce 15 août 1942. 1809-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que la constitution et les règlements du Comité paritaire des métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, dont le siège social est situé dans la ville de St-Hyacinthe, ont été approuvés par l'ordre en conseil numéro 2007, du 12 août 1942.

En vertu de la Loi de la convention collective, les dispositions suivantes des règlements dudit comité paritaire ont été déclarés obligatoires:

"Le certificat de qualification est obligatoire pour tous les salariés et les apprentis des métiers de la construction, sauf pour les électriciens et les plombiers, dans toute la Zone I de la juridiction territoriale du décret, et dans les villages suivants des comtés de Rouville et Bagot: Acton-Vale, St-Pie, Upton, St-Césaire et Marieville."

Le secrétaire du Travail,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, ce 15 août 1942. 1810-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

Le Comité paritaire du Négoce de Coaticook, établi en exécution du décret numéro 1947 du 30 juillet 1941, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2011 du 12 août 1942, le tout, d'accord avec le paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant, la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 15 août 1942 au 31 juillet 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1947 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires payés et des pourcentages accordés à leurs employés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire d'un employé de la classe "D", tel que mentionné dans le décret.

of the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers of the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm, approved by Order in Council number 3121, of November 19, 1941, have been modified in the following manner:

The following paragraph is added to article 22 of the said by-laws, relating to the certificate of competency:

No one shall open or keep a barber, hairdressing or beauty parlor before having terminated the period of apprenticeship or unless there be, in charge of the said parlor, a person having terminated the said period of apprenticeship."

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of the Department.

Department of Labour,
Quebec, August 15, 1942. 1809-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the constitution and by-laws of the Building Trades Parity Committee of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville Counties, whose corporate seat is in the town of St-Hyacinthe, have been approved by Order in Council number 2007, of August 12, 1942.

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the following provisions of the by-laws of the said Parity Committee have been declared obligatory:

"The certificate of competency is obligatory for all employees and apprentices in the building trades, except electricians and plumbers, in the entire Zone I of the territorial jurisdiction of the decree, and in the following villages of the counties of Rouville and Bagot: Acton-Vale, St-Pie, Upton, St-Césaire and Marieville."

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of the Department.

Department of Labour,
Quebec, August 15, 1942. 1810-o

NOTICE OF LEVY

The Parity Committee of the Commerce of Coaticook formed under decree No. 1947 of July 30th, 1941, has been authorized by a regulation approved by Order in Council No. 2011, of August 12, 1942, in conformity with the provisions of subsection "i" of section 20 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from August 15, 1942, to July 31, 1943; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 1947 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages and of the percentages paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed for an employee of class "D" in the decree.

c) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires et pourcentages reçus.

c) The employees governed by the decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages and of the percentages received.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels et des artisans des formules de rapport indiquant le nombre d'heures de travail, le montant d'argent perçu, le salaire gagné ou payé et les sommes versées au comité paritaire.

Le comité paritaire exige que l'employeur professionnel et l'artisan lui fassent parvenir leur rapport dûment rempli et signé à tous les mois. Ledit rapport devra être accompagné des cotisations dues.

Le comité paritaire exige que l'employeur professionnel perçoive à même le salaire de chacun de ses employés les sommes qui lui reviennent, à titre de prélèvement, et lui en fasse remise en même temps que sa propre cotisation.

Le Comité paritaire aura le droit d'exiger l'assermentation du rapport de l'employeur professionnel et de l'artisan chaque fois qu'il le jugera à propos.

3. Rapport Financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le comité paritaire présentera un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministère du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1942, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1943.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues du Comité paritaire du Négoce de Coaticook, pour la période comprise entre le 15 août 1942 et le 31 juillet 1943.

Estimé des recettes et des déboursés du Comité paritaire du Négoce de Coaticook, pour la période comprise entre le 15 août 1942, et le 31 juillet 1943.

Recettes:

Cotisations: (½ de 1%)	
Employeurs professionnels..	\$ 300.00
Artisans.....	150.00
Salariés.....	300.00
	\$ 750.00

Dépenses:

Salaire de l'inspecteur.....	\$ 365.00
Dépenses de bureau, papeterie, frais de déplacement, frais légaux.....	385.00
	\$ 750.00

Le secrétaire du Travail,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, ce 15 août, 1942. 1812-o

CORRECTION

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que la version anglaise du décret numéro 968, du 3 juin 1938, et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle est corrigée de la façon suivante:

Les mots "Concrete metal bracing worker" mentionnés au paragraphe "p" de l'article I et

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers and the artisans with report forms indicating the hours of labour, the money collected, the wages earned or paid and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer and the artisan shall see that the reports be filled, signed and returned to the Parity Committee every month, together with the assessments owed.

The Parity Committee requires every professional employer to retain from the wages of each one of his wage earners, the sums owed to the Parity Committee and remit same with his own assessments.

The committee shall have the right to exact sworn reports from professional employers or artisans when deemed advisable.

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: December 31st, 1942, March 31st, June 30th and September 30th, 1943.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Commerce of Coaticook, for the period comprised between August 15, 1942, and July 31, 1943.

Estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Commerce of Coaticook, for the period comprised between August 15, 1942, and July 31, 1943.

Receipts:

Assessments: ½ of 1%)	
Professional employers.....	\$ 300.00
Artisans.....	150.00
Employees.....	300.00
	\$ 750.00

Expenses:

Salary of the inspector.....	\$ 365.00
Office expenses, stationery, travelling expenses, legal charges.....	385.00
	\$ 750.00

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 15, 1942. 1812-o

CORRECTION

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the English version of the decree number 968, of June 3, 1938, and amendments, relating to the building trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle is corrected in the following manner:

The words "Concrete metal bracing worker" mentioned in subsection "p" of section I and the

les mots "Concrete bracing workers" mentionnés à l'échelle de salaires, article III, sont remplacés par les mots "Concrete reinforcing steel or rod-man".

Le secrétaire du Travail,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, ce 15 août, 1942. 1811-0

words "Concrete bracing workers" mentioned in the schedule of wages, section III, are replaced by the words "Concrete reinforcing steel or rod-man".

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of the Department.

Department of Labour,
Quebec, August 15, 1942. 1811-0

Index de la Gazette officielle de Québec, No 33

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	2371
ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:	
Bergeron vs Ratthé.....	2384
ARRÊTÉS EN CONSEIL:	
2012—Métiers de barbier et coiffeur dans les comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm.....	2402
2013—Fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec....	2401
ASSURANCE:	
Missisquoi et Rouville Compagnie d'Assurance Mutuelle contre l'Incendie....	2384
AVIS DIVERS:	
Association des Employés du Commerce de Sherbrooke.....	2385
Association des Sylviculteurs de la province de Québec.....	2384
Shaw & Begg Incorporated.....	2385
St-Joseph de Sorel, village de.....	2384
Syndicat des Employés de la Pyramid Paper Products.....	2385
Union Nationale des Employés de Théâtres de Montréal.....	2385
BUREAU-CHEF:	
Hollinger North Shore Exploration Company, Limited.....	2386
CHARTES—ABANDON DE:	
Amherst Autodrome Company Limited..	2386
Barré & Charron Limitée.....	2386
Hibbard Motor Sales Limited.....	2386
COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:	
Ordonnance No Sp-I-42.....	2387
COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:	
No 14 (Renouvellement) Edifices publics district de Montréal.....	2403
COMPAGNIE DISSOUTE:	
St. George's Cooperative Society (Rochdale Plan) Limited.....	2387
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:	
Saint-Dominique-du-Rosaire, munic. scolaire.....	2388
Saint-Michel-de-Squateck, munic. scolaire.....	2388

Index of the Quebec Official Gazette, No. 33

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2371
ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:	
Bergeron vs Ratthé.....	2384
ORDERS IN COUNCIL:	
2012—Barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm.....	2402
2013—Manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec.	2401
INSURANCE:	
Missisquoi and Rouville Mutual Fire Insurance Company.....	2384
MISCELLANEOUS NOTICES:	
Association des Employés du Commerce de Sherbrooke.....	2385
Association des Sylviculteurs de la province de Québec.....	2384
Shaw & Begg Incorporated.....	2385
St-Joseph de Sorel, village of.....	2384
Syndicat des Employés de la Pyramid Paper Products.....	2385
Union Nationale des Employés de Théâtres de Montréal.....	2385
CHIEF OFFICE:	
Hollinger North Shore Exploration Company, Limited.....	2386
CHARTERS—SURRENDER OF:	
Amherst Autodrome Company Limited..	2386
Barré & Charron Limitée.....	2386
Hibbard Motor Sales Limited.....	2386
DAIRY INDUSTRY COMMISSION:	
Order No. Sp-I-42.....	2387
MINIMUM WAGE COMMISSION:	
No. 14 (Renewal) Public buildings, district of Montreal.....	2403
COMPANY DISSOLVED:	
St. George's Cooperative Society (Rochdale Plan) Limited.....	2387
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:	
Saint-Dominique-du-Rosaire, school municipality.....	2388
Saint-Michel-de-Squateck, school municipality.....	2388

Saint-Philippe-de-Philipsburg, munic. scolaire.....	2388	Saint-Philippe-de-Philipsburg, school munic.....	2388
Sherbrooke, munic. scolaire catholique de la cité (Erratum).....	2389	Sherbrooke, Catholic School Munic. of the City (Erratum).....	2389
Sherbrooke, munic. scolaire de la ville....	2388	Sherbrooke, school munic. of the town..	2388
EXAMEN DES AGRONOMES:		AGRONOMISTS EXAMINATION:	
Etude à l'agronomie.....	2379	Study of the agronomy.....	2379
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Charles Industries Inc.....	2372	Charles Industries Inc.....	2372
El Sol Mines Limited.....	2373	El Sol Mines Limited.....	2373
Frame Manufacturers' Association.....	2373	Frame Manufacturers' Association.....	2373
Hollinger North Shore Exploration Company, Limited.....	2374	Hollinger North Shore Exploration Company, Limited.....	2374
Jack Victor Incorporated.....	2374	Jack Victor Incorporated.....	2374
La Compagnie de Charlevoix Limitée....	2375	La Compagnie de Charlevoix Limitée....	2375
Le Club de Curling Jacques-Cartier Inc. The Jacques Cartier Curling Club Inc..	2375	Le Club de Curling Jacques-Cartier Inc. The Jacques Cartier Curling Club Inc..	2375
Marché des Coupons Ltée.....	2375	Marché des Coupons Ltée.....	2375
Orford Mining Company Limited.....	2376	Orford Mining Company Limited.....	2376
Rocksteel Industries Ltd.....	2376	Rocksteel Industries Ltd.....	2376
W. H. Meighen Limited.....	2377	W. H. Meighen Limited.....	2377
Wilson Machinery & Supply Company..	2378	Wilson Machinery & Supply Company..	2378
LETTRES PATENTES PAR PROCLAMATION:		LETTERS PATENT BY PROCLAMATION:	
Saint-Rose, ville de.....	2389	Saint-Rose, town of.....	2389
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Industrial Caterers Limited.....	2378	Industrial Caterers Limited.....	2378
Mann Brush Manufacturing Company Limited.....	2379	Mann Brush Manufacturing Company Limited.....	2379
The Elmage Investment Company.....	2378	The Elmage Investment Company.....	2378
Western Quebec Mining Association.....	2379	Western Quebec Mining Association.....	2379
LIQUIDATION, AVIS DE:		WINDING UP NOTICE:	
La Ménagère de Mistassini.....	2390	La Ménagère de Mistassini.....	2390
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:		DEPARTMENT OF AGRICULTURE:	
Concernant la société d'agriculture division A, du comté d'Abitibi.....	2391	Respecting the Agricultural Association division A, of the county of Abitibi... 2391	2391
Concernant la société d'agriculture division B, du comté d'Abitibi.....	2391	Respecting the Agricultural Association division B, of the county of Abitibi... 2391	2391
Concernant la société d'agriculture division A, du comté de Charlevoix.....	2392	Respecting the Agricultural Association division A, of the county of Charlevoix 2392	2392
Concernant la société d'agriculture division B, du comté de Charlevoix.....	2392	Respecting the Agricultural Association division B, of the county of Charlevoix 2392	2392
Concernant la société d'agriculture du comté de Témiscamingue.....	2392	Respecting the Agricultural Association of the county of Témiscamingue.... 2392	2392
Société Coopérative Agricole des Producteurs de Pommes de Terre de Messines.	2390	Société Coopérative Agricole des Producteurs de Pommes de Terre de Messines. 2390	2390
Société Coopérative Agricole de St-Gervais.....	2390	Société Coopérative Agricole de St-Gervais.....	2390
Société Coopérative Agricole de St-Jean-Port-Joli.....	2391	Société Coopérative Agricole de St-Jean-Port-Joli.....	2391
MINISTÈRE DU TRAVAIL:		DEPARTMENT OF LABOUR:	
Maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm....	2403	Masters and employees barbers and hairdressers of the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm. 2403	2403
Métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville.....	2404	Building trades of the counties of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville..... 2404	2404
Métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle, (Correction).....	2405	Building trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle (Correction)..... 2405	2405
Négoce de Coaticook.....	2404	Commerce of Coaticook.....	2404
MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
Delâge, Maurice.....	2393	Delâge, Maurice.....	2393
MacLennan, Malcolm.....	2392	MacLennan, Malcolm.....	2392
MacLennan, Malcolm.....	2393	MacLennan, Malcolm.....	2393

NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.....	2393	Miscellaneous.....	2393
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
La Commission des Eaux Courantes de Québec.....	2393	The Quebec Streams Commission.....	2393
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Bourget, munic. scolaire du canton.....	2381	Bourget, school munic. of the township.....	2381
Ste-Anne-de-Chicoutimi, village de.....	2380	Ste-Anne-de-Chicoutimi, village of.....	2380
St-Joseph d'Alma, ville de.....	2381	St-Joseph d'Alma, town of.....	2381
Verdun, cité de.....	2383	Verdun, city of.....	2383
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
<i>Abitibi:</i>		<i>Abitibi:</i>	
Le procureur général de la province de Québec vs Guinard Gold Mines Limitée.....	2394	The Attorney General of the Province of Quebec vs Guinard Gold Mines Limitée.....	2394
<i>Arthabaska:</i>		<i>Arthabaska:</i>	
Antaya vs Mondor.....	2394	Antaya vs Mondor.....	2394
<i>Beauharnois:</i>		<i>Beauharnois:</i>	
J. O. Clermont Ltée vs Zercyz <i>et al.</i>	2395	J. O. Clermont Ltée vs Zercyz <i>et al.</i>	2395
<i>Montcalm:</i>		<i>Montcalm:</i>	
Paquin vs Keller.....	2396	Paquin vs Keller.....	2396
<i>Montréal:</i>		<i>Montréal:</i>	
Brewster vs Clarkson.....	2399	Brewster vs Clarkson.....	2399
Brunelle vs Boulais <i>et al.</i>	2396	Brunelle vs Boulais <i>et al.</i>	2396
Brunelle vs Boulais <i>et vir.</i>	2397	Brunelle vs Boulais <i>et vir.</i>	2397
Iroquois Fuel Import Company Limited vs Héritiers A. Delorme.....	2398	Iroquois Fuel Import Company Limited vs Heirs of A. Delorme.....	2398
Laframboise vs Lamothe.....	2397	Laframboise vs Lamothe.....	2397
Sager vs Silver <i>et al.</i>	2398	Sager vs Silver <i>et al.</i>	2398
<i>Nicolet:</i>		<i>Nicolet:</i>	
Desrosiers vs Bergeron <i>et al.</i>	2399	Desrosiers vs Bergeron <i>et al.</i>	2399
Dupuis vs Bellefeuille.....	2400	Dupuis vs Bellefeuille.....	2400
<i>Saint-Francois:</i>		<i>Saint Francis:</i>	
Hinkson <i>et al</i> vs Brown.....	2400	Hinkson <i>et al</i> vs Brown.....	2400
1813-o		1813-o	